



ASSURER L' ALIMENTATION DE TOUS



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Edition

Direction du développement et
de la coopération (DDC) – ©2007

Conception et responsabilité du projet

Liliane Ortega (DDC)

Auteurs

Sabine Brüscheiler (CDE*), Ernst Gabathuler (CDE), Liliane Ortega (DDC)

* Centre pour le développement et l'environnement, Université de Berne

Auteurs associés

Gil Ducommun (HESA) pour le chapitre « Des politiques qui négligent le potentiel de production paysan »

Udo Hoeggel (CDE) pour le chapitre « L'élevage, une pièce maîtresse du puzzle de la sécurité alimentaire »

Martin Sommer (DDC) pour la conclusion

Recherche photographique

Felicitas Bachmann (CDE)

Pour leur précieuse collaboration, nous remercions

Hansjürg Ambühl, Sandra Bernasconi, Giorgio Bianchi, Hynek Bures, Giancarlo De Picciotto, André Devaux, Markus Dubach, Philippe Fayet, Dominique Freiburghaus, Thomas Frey, Jörg Frieden, Jean-Luc Friedrich, Andreas Gerrits, Markus Giger, Willi Graf, Michel Gressot, Alhousseini Iktam, Devra Jarvis, Katharina Jenny, Ueli Lutz, Mohammed Sadiki, Barbara Schichler, Gudrun Schwilch, Max Streit, Carmen Thoenissen, Alice Thomann, Verónica Valcarcel, Tiago Wandschneider, Bettina Wolfgramm, Anne Zwahlen ; AGRUCO, buco Nepal, Bureau d'appui Sénégal-Suisse, le CIAT, le CIP, Intercooperation, l'IRRI, PABRA, Programa Postcosecha Cuba, SDC Mongolia, Swisscontact.

Relecture

Catherine Graf (DDC)

Mise en page

Simone Kummer (CDE)

Impression

Fischer Print Shop
3110 Münsingen, Suisse

Commande

Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Freiburgstrasse 130
3003 Berne, Suisse
info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

Cette publication est également disponible
en allemand, anglais et en espagnol.

Photos de couverture : femmes éthiopiennes autour d'un repas : Gudrun Schwilch ; diversité des marchés : Katharina Jenny

TABLE DES MATIERES

Préface	3
La faim et la sous-alimentation aujourd’hui : qui ? comment ? pourquoi ?	4
Assurer l’alimentation grâce à une agriculture durable, aux diverses fonctions	10
Pour survivre dans des situations alimentaires précaires, il faut s’organiser !	12
Aide alimentaire – de l’aide d’urgence à un développement durable	14
Les gardiens de la biodiversité agricole mondiale	16
La pomme de terre - pain quotidien des peuples andins	18
Une révolution rizicole dans les plaines du Mékong	20
Le programme de la Coopération suisse au Népal sous l’angle de la sécurité alimentaire	22
Le haricot – une plante alimentaire pleine de ressources	26
Le silo en métal – compte-épargne du petit producteur	28
L’élevage – une pièce maîtresse du puzzle de la sécurité alimentaire.....	30
Des filières agricoles performantes – clé de l’approvisionnement alimentaire	32
La formation – pilier d’une nouvelle économie rurale	34
Des politiques qui négligent le potentiel de production paysan	36
Les approches et instruments de la coopération multilatérale pour lutter contre la faim	38
Les défis pour la sécurité alimentaire de demain	40

La nourriture est ce qui nous maintient en vie, un besoin humain primordial reconnu dans la Charte des Nations Unies comme un des droits de la personne. Même si l'être humain ne vit pas seulement de pain, de riz, de maïs ou de manioc, il n'en demeure pas moins que l'alimentation lui permet d'entrer dans la vie et de se maintenir en vie. La nourriture a donc un statut particulier. Le manque de nourriture entraîne douleur, souffrance, maladie et mort ; c'est la principale cause de maladies mortelles dans le monde ; il plonge dans l'angoisse des parents qui assistent, impuissants, à l'agonie de leurs enfants. Quel regard sur l'avenir un jeune qui ne mange pas à sa faim peut-il porter ?

Alors qu'une famine est un phénomène qui fait la une des journaux, la faim et l'absence de sécurité alimentaire endémiques, qui sont le lot de millions de gens – une personne sur sept dans le monde ! – retiennent rarement l'attention des médias parce qu'elles n'ont rien de nouveau. La faim et la sous-alimentation font partie de l'aventure humaine comme les guerres, de sorte que la sous-alimentation semble être un fait accepté comme un élément structurel de l'humanité.

Lors du Sommet mondial de l'Alimentation (SMA) qui s'est tenu en 1996 à Rome, la Suisse fut un des 186 pays qui s'engagèrent à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015. Les sept engagements du Plan d'action adopté alors précisent les domaines pertinents et les champs d'activités nécessitant mesures et actions concrètes. En 1999, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et l'Office fédéral de agriculture (OFAG) ont publié un sommaire décrivant nos obligations dans la lutte contre la faim sous le titre « Eradiquer la faim dans le monde ».

Au cours de la décennie écoulée depuis le SMA, la DDC a contribué autant que possible à l'atteinte de l'objectif fixé pour 2015. Cet engagement s'est concrétisé par le soutien d'un très grand nombre de partenaires publics et privés, d'initiatives et de projets en faveur de la production et de la recherche agricole avec, en particulier, une importante contribution à la recherche agricole internationale, mais aussi de la gestion des ressources naturelles et du développement rural dans les régions où la sécurité alimentaire est critique. La DDC a établi des bases stratégiques pour son travail opérationnel dans ces domaines ; la formulation en 2000 d'une politique sectorielle agricole relevant la nature multifonctionnelle de l'agriculture est un exemple. En outre, la DDC a pris, aux côtés de l'OFAG, une part active au processus international d'adoption de directives volontaires pour la mise en œuvre du Droit à l'Alimentation. La DDC a agi avec célérité et efficacité dans les situations de crises alimentaires et humanitaires. Elle a également contribué activement à essayer de rendre le régime commercial de l'OMC plus favorable à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Enfin, la DDC s'est dotée de ressources et d'approches afin de travailler utilement dans le domaine de la gouvernance, celle-ci étant le meilleur garant d'un environnement politique, social et économique propice à la lutte contre la pauvreté et la faim.

Alors que les problèmes de sous-alimentation et de malnutrition se trouvent impliqués dans des causalités de plus en plus complexes pour ne pas dire confuses, la FAO rappelle très justement qu'actuellement les connaissances et les moyens pour réduire la faim ne manquent pas et que seule la volonté politique fait défaut. Le premier des Objectifs du Millénaire a fait sien l'objectif du Sommet de 1996. Hélas ! Malgré le renouvellement de cet engagement international, force est de constater que le succès n'est pas au rendez-vous. Comparé à la période 1990-92, la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement a diminué de 3% (de 20% à 17%), ce qui est bien peu de progrès en vérité.

A l'aube du XXI^e siècle, alors que certaines agences spatiales investissent des milliards pour rechercher la vie sur d'autres planètes, il semble que la protection de la vie humaine soit trop ...difficile à accomplir ou trop compliquée à décider ou encore trop chère à financer donc impossible. Alors soyons audacieux, tentons l'impossible !



Walter Fust
Directeur, Direction du développement
et de la coopération (DDC)



Des Boliviens font la queue pour la distribution du pain.

La faim et l'insécurité alimentaire aujourd'hui : qui ? comment ? pourquoi ?

Eneida est une paysanne guatémaltèque. Elle et sa famille appartiennent à une des nombreuses communautés Mayas qui peuplent les hauts plateaux de l'ouest du pays. Elle est mère de 6 enfants. Comme pour les autres familles, la culture d'un petit champ de maïs constitue la base de l'alimentation et du revenu familial. Par ailleurs, son mari travaille saisonnièrement comme ouvrier dans les plantations de bananes des vallées orientales. A cela, s'ajoute irrégulièrement la vente de quelques tissages ou de paniers.

Ce matin, il fait très froid, nous sommes en décembre. Trois des jeunes enfants toussent depuis des semaines ; le plus petit semble très malade. Eneida s'est levée avant l'aube pour cuire les tortillas (galettes) de maïs qui seront consommées dans la journée. Environ 6 ou 7 par personne ; 4 pour les plus jeunes. Les deux aînés partiront à l'école avec leur ration du jour, soit environ 300 grammes de nourriture pour tenir jusqu'au soir. Pour fortifier les plus petits, Eneida aimerait bien acheter du lait, mais elle n'a pas d'argent. Son mari n'a pas trouvé à s'employer depuis des mois et ne lui a rien envoyé. Elle-même, obligée de s'occuper de la récolte du maïs, n'a pas pu produire le moindre objet à vendre ou à échanger. Ce matin, sa voisine lui a offert deux œufs de cane. Elle les gardera pour le repas du soir. Ils accompagneront un bouillon composé de quelques oignons et d'un peu de sel. Pour soigner le bébé, elle s'est finalement décidée à acheter un peu de miel. Cela lui coûte les 7 quetzales (environ 1 franc) qu'elle réservait pour acheter un poisson pour le repas du dimanche. Ce soir, couchés tôt, Eneida et ses enfants s'endormiront le ventre à moitié vide. Demain ils affronteront une autre journée froide avec guère plus à manger. Plusieurs petits enfants sont déjà morts cet hiver au village...

Selon les conclusions de l'Equipe spéciale chargée du premier Objectif du Millénaire (OMD 1)¹, la faim est un phénomène essentiellement rural qui touche les groupes ou individus en situation politique ou géographique précaire. La majorité de ces personnes sont de petits exploitants ou des paysans sans terre dont l'accès aux ressources productives est limité ou qui ne possèdent pas les connaissances et les moyens nécessaires pour utiliser les ressources disponibles. Alors que les catastrophes d'origine naturelle et humaine peuvent compromettre la production et la distribution alimentaire, le manque d'accès à la nourriture, la faim chronique et la malnutrition résultent de la discrimination et de la marginalisation concernant les moyens de produire et les possibilités de revenus.

Actuellement, la FAO estime à 854 millions le nombre des personnes sous-alimentées, dont 820 millions dans les pays en développement². Toujours selon cette agence, les trois quarts (soit 615 millions) sont des ruraux. Ce sont des ruraux extrêmement pauvres, parmi lesquels on trouve principalement des paysans sous-équipés, situés dans des régions peu favorables, manquant plus ou moins de terre, et des ouvriers agricoles sous-employés et mal payés, ainsi que des artisans et commerçants en rela-

¹ UN Millennium Project 2005. *Halving Hunger: It Can Be Done. Task Force on Hunger.*

² FAO 2006 *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Eradiquer la faim dans le monde – Bilan 10 ans après le Sommet mondial de l'alimentation*



1

1. Nicaragua : toute la famille aide à la tâche du décorticage du maïs.
2. Habitants des bidonvilles au Pérou.



2

tion d'échange avec eux et donc guère moins pauvres qu'eux. Quant aux 25% de non ruraux sous-alimentés (environ 205 millions de personnes), un grand nombre sont des membres de familles paysannes pauvres récemment arrivées en ville et qui n'ont pas encore retrouvé des moyens d'existence suffisants : parmi eux, les femmes seules avec des enfants, ainsi que les personnes âgées ou handicapées sont particulièrement touchées.

Comme ce réservoir de pauvreté et de sous-alimentation rurales se maintient à peu près au même niveau alors même qu'il est toujours en train de se vider d'un côté par le flot incessant de l'exode rural, il faut nécessairement que, d'un autre côté, il reçoive un nombre de nouveaux pauvres et de nouveaux sous-alimentés proche de celui qu'il a perdu pendant le même temps. Il faut donc en déduire, et cela est confirmé par des milliers d'enquêtes de terrain, que la population pauvre et sous-alimentée de la planète n'est pas un simple stock hérité du passé diminuant trop lentement, mais le résultat d'un processus permanent d'appauvrissement extrême, allant jusqu'à la sous-alimentation, de couches toujours renouvelées de la paysannerie sous-équipée, mal située, mal dotée en terre et peu productive³.

Les augmentations de productivité et de production résultant de la révolution agricole et de la révolution verte, qui ont conquis les pays développés et les régions favorables des pays en développement, ont été si élevées qu'elles ont provoqué dans ces pays une très forte baisse des prix agricoles réels. Elles ont aussi permis à certains pays de dégager des excédents exportables importants. Ces excédents vendus à bas prix alimentent les échanges internationaux, qui sont largement facilités par l'abaissement des coûts de transport et de communication et par la libéralisation croissante de ces échanges. Cette double performance agricole et commerciale a fortement contribué à augmenter la sécurité alimentaire mondiale. Même s'ils ne sont pas des marchés mondiaux au sens plein du terme, mais plutôt des marchés résiduels – seules 10% des céréales produites dans le monde traversent une frontière, 21% pour le blé – les marchés internationaux de produits vivriers déterminent les prix auxquels sont payés les produits similaires. Si bien que dans les pays pauvres, les prix payés aux agriculteurs sont alignés sur les prix internationaux des produits provenant des pays excédentaires. Ces prix ne sont avantageux que pour une minorité d'agriculteurs, comme les latifundistes agro-exportateurs sud-américains ou sud-africains disposant de grands espaces et d'une main d'œuvre parmi les moins chères du monde, qui peuvent ainsi continuer d'investir, de progresser et de gagner des parts de

³ Mazoyer, M. (2001) *Protecting Small Farmers and the Rural Poor in the Context of Globalization*. www.fao.org/worldfoodsummit



Transformation des produits. Cuisson du riz pour faciliter le décorticage des balles, Bangladesh.

marché. En revanche, ces prix sont insuffisants et désavantageux pour la majorité des agriculteurs du monde : insuffisants en général pour leur permettre d'investir et de progresser ; insuffisants souvent pour leur permettre de vivre dignement de leur travail, de renouveler leurs moyens de production (y compris l'acquisition de semences de qualité) et de conserver leurs parts de marché ; et même, insuffisants pour permettre à la moitié la moins bien équipée, la moins bien dimensionnée et la moins bien située de la paysannerie du monde de se nourrir convenablement. La survie de l'exploitation paysanne dont le revenu tombe en dessous du seuil de renouvellement n'est possible qu'au prix d'une véritable décapitalisation (vente du bétail, outillage réduit et mal entretenu), de la sous-consommation (paysans en guenilles, enfants non scolarisés, mal soignés, etc.), et finalement de la sous-alimentation. Si l'envoi de jeunes filles/gens pour travailler en ville ne suffit plus à maintenir la famille (souvent nombreuse), c'est l'abandon de la ferme et l'exode. Dans certains cas, les cultures illégales telles que coca, pavot ou chanvre sont l'ultime recours. Ainsi

au cours des 60 dernières années, plus de 80 pays pauvres sont devenus de gros importateurs d'aliments de base (blé, riz, maïs,...). « Dans ces pays où l'agriculture est toujours la source principale d'aliments et de moyens d'existence, les importations facilitées par le dumping ruinent la sécurité alimentaire en détruisant les emplois agricoles locaux et en démotivant les producteurs. Le Rapporteur spécial sur le Droit à l'Alimentation, Jean Ziegler, a relevé les contradictions entre la tendance à favoriser la distribution des aliments par le marché libéralisé et les obligations des gouvernements de promouvoir le Droit à l'Alimentation ».⁴

En outre, brutalisés par cet aspect du contexte mondial, les paysans des pays pauvres font souvent face à des conditions naturelles difficiles (aridité, sécheresses répétées ou excès d'eau, sols pauvres, désertification, salinité, ravageurs multiples,...) qui réduisent leur rendement de manière parfois dramatique. Si la recherche agricole a permis de mettre au point de bonnes solutions, ils n'ont souvent pas les moyens d'y accéder. Autre circonstance aggravante : les moyens rudimentaires de stockage des récoltes. Un petit producteur de maïs qui ne dispose pas de moyens modernes pour garder ses grains en perdra en moyenne 15%, soit au moins 150 kg, ce qui est déjà un sérieux problème. Mais au-delà de la perte de kilogrammes d'aliment, 15% de perte des grains c'est aussi 15% de perte de la terre, de l'eau, du travail, des semences et des produits agro-chimiques : c'est une perte économique lourde qui prétérite réellement le niveau de vie des familles et leur alimentation. Ravageurs, manque de pluie, de terres et de technologies améliorées, puis stockage défectueux conduisent les familles paysannes à défricher des surfaces boisées encore riches en biodiversité. Ceci cause un dommage supplémentaire à leur alimentation puisque bien souvent encore, ces familles ont besoin des racines, fruits et feuilles comestibles provenant de plantes sauvages pour couvrir leurs besoins nutritionnels. Dans le domaine des technologies améliorées et de leur accès, il convient de rappeler que les droits de propriétés intellectuels représentent aussi un élément qui peut devenir très nuisible à l'activité productrice des paysans pauvres. Lorsqu'on sait que deux multinationales détiennent respectivement 65% du marché des semences de maïs et 40% des semences de soja, on comprendra que cette nouvelle concentration de pouvoir qui se manifeste en amont de la chaîne de production n'est pas destinée à améliorer le sort des petits producteurs.

La sécurité alimentaire est une situation qui existe lorsque la population jouit en tout temps d'un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante et saine qui satisfait à ses besoins nutritionnels et à ses préférences et qui lui permet de mener une vie saine et active.

⁴ Murphy, S. (2005) *Securing Enough to Eat*. IISD.



1. Un garçon de la province chinoise de Shanxi apprécie un bol de nouilles de sarrasin, une céréale riche en acides aminés et en vitamine E, et pauvre en gluten.
2. Manille, Philippines : déchargement de riz en provenance du Vietnam.



La communauté internationale reconnaît 3 piliers à la sécurité alimentaire : **la disponibilité, l'accessibilité et la stabilité de l'approvisionnement**. La dimension « disponibilité » fait référence à la production alimentaire, tandis que la stabilité de l'approvisionnement (distribution) fait référence aux aspects relatifs au marché (points de vente ; information, infrastructures pour le transport et le stockage ; investissements, etc.). L'accessibilité se réfère au pouvoir d'achat, qui dans un monde de plus en plus monétarisé, est devenu le facteur le plus essentiel de la sécurité alimentaire au niveau individuel.

Actuellement, 1,36 milliards de personnes vivent avec moins de 1 dollar américain par jour⁵. Par ailleurs, la disponibilité alimentaire mondiale actuelle est égale à 2700 kcal par personne et par jour⁶ ; la faim apparaît alors avant tout comme une énorme sous-consommation. En dehors de circonstances particulières, comme la guerre, des revers climatiques graves ou d'autres catastrophes naturelles, tous causes de crises alimentaires aiguës, la faim co-habite journallement avec l'offre alimentaire. Des familles sous-alimentées vivent dans des villages ou des quartiers dont les marchés regorgent parfois d'aliments, sans avoir les moyens de s'y approvisionner. Parce que ce sont des gens au pouvoir d'achat insignifiant.

Cette faim populaire est « paupérisante », car l'insolvabilité des uns pour acquérir les denrées dont ils ont besoin cause l'indigence d'autres acteurs comme celle des paysans ou des pêcheurs et même des petits marchands qui vendent déjà à des prix très faibles. Dans des bourgades pauvres, il n'est pas rare de voir en fin de journée, les marchés de légumes et de viande fermer boutique encore pleins d'inventus.

Souvent la faim est irrégulièrement distribuée dans les familles. Les jeunes enfants, les fillettes, jeunes filles, voire des femmes actives ou bien des aînés reçoivent un minimum à manger, alors les hommes de la famille sont relativement bien servis. La faim a une dimension « genre » évidente.

Aujourd'hui, les pays dont une partie importante de la population souffre de la faim⁷ sont des pays aux ressources minières importantes (pétrole, gaz, minerais) dont l'extraction n'a pas de retombées économiques significatives pour le pays ou ne donne pas lieu à une redistribution populaire et certainement très peu en faveur du développement agricole (République démocratique du Congo, République centrafricaine, etc. et jusque récemment Venezuela et Bolivie). Ou alors ce sont des pays agricoles

⁵ PNUD Rapport sur le développement humain 2006

⁶ IFPRI 2003 Ending Hunger in Our Lifetime

⁷ éléments tirés des graphiques présentés dans FAO (2006) L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Eradiquer la faim dans le monde - bilan 10 ans après le Sommet mondial de l'alimentation.



Il y a 854 millions de personnes sous-alimentées dans le monde ; pour de nombreuses mères, trouver suffisamment de nourriture pour leur famille est un combat au quotidien.

dont les meilleures terres sont occupées par des cultures d'exportation organisées en plantations (bananes, ananas, canne à sucre, fleurs, etc.) souvent aux mains de gros propriétaires ou de sociétés multinationales⁸ (Honduras, Guatemala, Nicaragua). Certains de ces pays, comme le Honduras, abritent une sous-alimentation chronique d'un important segment de la population, mais, au lieu de soutenir l'agriculture paysanne vivrière, les pouvoirs publics ont favorisé la conversion du pays en jardins et vergers au bénéfice de pays riches fort bien nourris⁹. Seule alternative pour tirer parti de ce type d'orientation : pénétrer ces filières en y faisant participer des petits producteurs organisés capables d'en tirer des revenus décentes.

La faim sévit aussi dans des pays qui ont récemment connu la guerre (Libéria, Sierra Leone, Somalie, Burundi, etc.) ou qui se remettent lentement des violences perpétrées à l'encontre de la société (Cambodge) ou encore qui ont subi le démantèlement d'un

système d'économie planifiée (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Arménie, Mongolie). Une prévalence élevée de la sous-alimentation (plus de 35%) se rencontre encore dans des pays à très forte pénurie en eau (Yémen), aux problèmes économiques graves (Corée du Nord) ou encore des pays dont la gestion des affaires publiques est particulièrement défectueuse (Haïti).

Dix ans après le lancement du Plan d'action de Rome, les leçons tirées de la lutte contre la sous-alimentation sont nombreuses. Ainsi que l'a relevé le SMA¹⁰ +10 en 2006, la croissance agricole joue un rôle primordial dans la réduction de la faim. Les progrès technologiques sont une clé indispensable si les conditions sont propices. De même que les échanges commerciaux peuvent réduire la faim si les conditions (réformes, mesures) sont aménagées de telle manière que les pauvres en bénéficient. Cette décennie aura démontré que l'investissement public est fondamental pour la croissance agricole. Les infrastructures, la recherche et la vulgarisation agricole de même que la formation, qui sont absolument nécessaires, ont malheureusement souvent fait les frais des coupes pratiquées dans les budgets des États pauvres. De plus, la coopération internationale avait nettement diminué sa présence dans ce secteur dans les années 90.

Néanmoins, c'est surtout la paix et une bonne gouvernance qui sont des conditions sine qua non de réduction de la faim et de l'insécurité alimentaire. Jean Drèze et Amartya Sen¹¹ ont bien décrit qu'une démocratie moderne ne permet pas à une famine de s'installer. Ces auteurs précisent que « *si l'élite politique doit supporter les conséquences d'une famine, cette élite entreprendra tout pour l'éviter ou en atténuer les pires effets* ». La sous-alimentation chronique peut cependant exister et persister dans une démocratie qui fonctionne. La question est de savoir dans quelle proportion elle existe. Le sous-emploi, l'inflation et une sécurité sociale insuffisante sont sources de sous-alimentation.

Comme aucun élément n'est à lui seul la clé de la sécurité alimentaire, le débat actuel voit s'affronter plusieurs approches :

- **l'autosuffisance alimentaire**, qui est largement considérée aujourd'hui comme contre-productive et même irrationnelle ;
- **la libéralisation agricole**, dont le cortège d'effets négatifs est de mieux en mieux analysé¹² ;
- **la souveraineté alimentaire**, une proposition issue du mouvement paysan mondial Via Campesina¹³ en réaction aux institutions internationales qui, au nom de la sécurité alimentaire revendi-

⁸ Robbins, P. (2003) *The stolen fruit. The tropical commodities disaster.*

⁹ Madeley, J. (2002) *Le commerce de la faim.*

¹⁰ Sommet Mondial de l'Alimentation

¹¹ Drèze, J. et Sen, A. (1989) *Hunger and Public Action.*

¹² voir l'excellent article de Murphy, S. *Securing enough to eat. IISD 2005*

¹³ www.viacampesina.org



1. La faim est un phénomène essentiellement rural qui touche les petits exploitants ou les paysans sans terre en situation politique ou géographique précaire, dont l'accès à des ressources productives est limité ou qui ne possèdent pas les connaissances et les moyens nécessaires pour utiliser les ressources disponibles.
2. Les petits paysans dépendent des gains supplémentaires pour la survie de leur famille. Vente de fruits de karité au bord de la route, Mali.



quent toujours plus de dérégulation des marchés dans les accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux. Pour les tenants de cette approche, qui comptent aujourd'hui aussi des gouvernements, la sécurité alimentaire est devenue un concept trop éloigné du niveau politique adéquat pour sa réalisation et trop facilement manipulé par les compagnies agro-alimentaires multinationales et leurs porte-parole. La souveraineté alimentaire réserve aux états le droit de déterminer leurs politiques agricoles et alimentaires. Sans exclure que des mécanismes multilatéraux soient nécessaires, la souveraineté alimentaire refuse cependant que ces règles n'en viennent à dicter les priorités nationales.

Actuellement, face aux deux effets conjugués de l'augmentation de la population et de l'atteinte des limites maximales de productivité dans de nombreux territoires agricoles du monde, le seul moyen vraiment adéquat pour les gouvernements de s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis de la sécurité alimentaire est de passer par des systèmes de production durables. En effet, la production agricole ne peut plus se faire en épuisant les ressources naturelles et au détriment de la qualité de l'environnement. Ce faisant, **l'agriculture multifonctionnelle** se profile comme une quatrième approche pour atteindre certains objectifs, dont la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.

Le Plan d'action adopté à Rome en 1996 pour réduire la faim se décline en 7 engagements :

1. Assurer un environnement politique, social et économique propice ;
2. Lutter contre la pauvreté et assurer l'accès de tous aux facteurs de production alimentaire ;
3. Promouvoir le développement rural et l'exploitation agricole durable ;
4. Orienter la politique commerciale vers un système mondial équitable et axé sur le marché qui soit au service de la sécurité alimentaire ;
5. Eviter les crises et fournir l'aide d'urgence nécessaire ;
6. Investir davantage dans le développement rural ;
7. Concrétiser le Plan d'action et veiller au respect du Droit à l'Alimentation.

Les exemples d'initiatives et de programmes soutenus par la DDC qui font l'objet des chapitres suivants s'articulent par rapport à ces engagements.



Assurer l'alimentation grâce à une agriculture durable, aux diverses fonctions

S'inspirant des constats du Sommet mondial de l'Alimentation de 1996, des engagements pris par la Suisse dans le cadre de l'Agenda 21 ainsi que de ses expériences-clés dans le secteur agricole, la DDC s'est dotée en 2000 d'une Politique sectorielle agricole fondée sur la promotion d'une agriculture durable multifonctionnelle qui conjugue les bénéfices alimentaires, économiques, sociaux, environnementaux et culturels.

L'autosuffisance alimentaire figure comme objectif dans la loi fédérale suisse sur la coopération au développement. Toutefois, compte tenu du contexte nouveau de la globalisation et de la libéralisation des marchés, mais surtout de l'importance déterminante du pouvoir d'achat, la politique agricole de la DDC met l'accent sur la sécurité alimentaire.

Ainsi qu'en a convenu le Sommet mondial de l'Alimentation, un environnement favorable politique et économique est l'élément le plus important pour améliorer la sécurité alimentaire. Vivant pour la plupart de l'agriculture ou de l'élevage, les couches pauvres de la population rurale (70% des pauvres dans le monde) n'ont que peu de pouvoir politique. Dispersés, mal informés et manquant d'infrastructures, les habitants des zones rurales ont de la peine à faire valoir leurs intérêts dans les processus politiques. Leur cause n'étant défendue par personne, ils restent en marge du développement qui s'opère dans les villes et dans certains secteurs prospères de l'économie. Bien qu'occupant une partie importante de la population, l'agriculture familiale se trouve abandonnée par les élites politiques qui n'y voient souvent qu'un segment relevant de l'assistance sociale. Or, les évidences sont nombreuses que la population agro-pastorale pauvre offre un apport non négligeable en terme de production alimentaire et de conservation des ressources naturelles, comme le maintien de la biodiversité et des ressources en eau. **C'est pourquoi la DDC s'engage en contribuant, dans ses pays**

prioritaires, à la mise en place de politiques appropriées et en soutenant des acteurs représentatifs de l'agriculture familiale, comme les organisations de producteurs et leurs réseaux nationaux ou sous-régionaux.

Les progrès remarquables obtenus dans la production alimentaire au niveau mondial au cours de la seconde moitié du XXe siècle ont engendré une baisse d'intérêt pour la question de la sécurité alimentaire et une diminution des investissements en faveur de l'agriculture, même dans les pays pauvres majoritairement agricoles. Par ailleurs, les programmes d'ajustement structurel ont été à l'encontre de l'agriculture dans de nombreux pays du Sud en affaiblissant beaucoup les services publics d'encadrement paysan. Il aura fallu les débats et les engagements du plan d'action de Rome pour permettre de reprendre conscience que la faim est encore trop importante et que pour la combattre il convient de soutenir convenablement l'agriculture en y consacrant les investissements nécessaires et une place dans les politiques de développement. La DDC épouse l'opinion qu'une production agricole assurée par un grand nombre de petites exploitations familiales contribue à éliminer la pauvreté en générant des emplois et des revenus ainsi qu'en fournissant des denrées à bas prix. **C'est pourquoi une grande part des investissements de la DDC va en faveur d'institutions publiques ou privées – comme des centres de recherche ou de formation – nationaux ou internationaux capables de répondre aux besoins des paysans.**

Par son soutien accru à l'agriculture, la DDC s'attaque conjointement aux deux causes principales de la faim que sont la pauvreté et le manque de disponibilité alimentaire. C'est ainsi que

Garantir la sécurité alimentaire en mettant à profit une agriculture multifonctionnelle. Ici, un paysan malien arrose des plantons d'arbres qui serviront à l'aménagement de cultures mixtes et contribueront au développement de filières agro-sylvo-pastorales.



« Une agriculture paysanne rémunératrice et respectueuse des conditions locales est un garant de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement. »

la DDC continue de poursuivre l'objectif d'une production alimentaire plus importante dans les pays les moins avancés et déficitaires en produits vivriers. En raison de l'importance des denrées alimentaires de base pour les pays pauvres et compte tenu de longs et fructueux partenariats, la DDC maintient la priorité sur les cultures vivrières, mais sans pour autant exclure les cultures non alimentaires, comme le café ou le coton, qui entrent dans une stratégie choisie par les petits producteurs parce qu'ils estiment qu'elles sont d'un bon rapport. Par ailleurs, les cultures alimentaires destinées à des marchés urbains ou même à l'exportation, comme des fruits et légumes, sont aussi soutenues par la DDC si elles font partie de chaînes productives permettant l'amélioration des revenus et l'allègement de la pauvreté. Ceci est d'ailleurs conforme à l'importance jouée par les échanges commerciaux et le fonctionnement des marchés qui constituent un axe fondamental de la sécurité alimentaire, celui de la distribution.

Par ailleurs, les femmes jouent un rôle essentiel dans la production agricole ; elles satisfont dans une large mesure les besoins alimentaires de la famille. Cependant, elles sont souvent exclues de la propriété foncière et de l'accès au crédit. En outre, elles reçoivent rarement l'attention qu'elles méritent de la part de la vulgarisation et de la recherche agricoles. La DDC, dans son sou-



ten à l'accroissement du pouvoir des ruraux pauvres, a soin de renforcer la position des paysannes dans leurs compétences techniques, leurs possibilités de choix, leurs activités et leur rémunération. Ce soutien passe souvent par un appui aux organisations féminines.

Un certain nombre de domaines prioritaires ont été choisis par la DDC – politique, société, ressources naturelles, économie, science et technologie – à l'intérieur desquels toute une série de

problématiques spécifiques, de types d'approche, d'outils et de méthodologies sont considérés ou privilégiés.

Ainsi le renforcement des capacités est-il une composante-clé dans tous les programmes agricoles. La recherche, mais aussi les systèmes de vulgarisation agricole et la formation occupent une place importante dans les investissements de la DDC.

La préservation de la diversité agro-biologique et la gestion durable des sols et de l'eau sont au cœur de l'agriculture durable que la DDC promeut, autant dans les sous-secteurs de l'élevage que dans celui de la production végétale.

L'information est un facteur central pour les paysans. La DDC contribue à rendre l'information accessible et utilisable par les paysans pauvres.

Pour lutter efficacement contre des fléaux comme les ravageurs et les maladies phytosanitaires qui menacent la production alimentaire et ruinent aussi bien les ressources que les efforts des paysans, la DDC accorde une attention importante à la gestion intégrée des ravageurs, à la promotion des technologies post-récoltes, mais aussi à la valorisation des potentiels de la biotechnologie.

Enfin, l'agriculture devant être considérée dans le contexte plus large du développement rural, la DDC adopte une conception globale comprenant la décentralisation, l'empowerment, les systèmes fiscaux, l'infrastructure et le développement agricole. L'accès aux ressources (savoir et ressources génétiques), aux intrants et au crédit, mais aussi le développement des échanges commerciaux sont des leviers importants pour lesquels la DDC apporte des appuis fondés sur une longue expérience.

En 2006, les investissements de la DDC en faveur du développement rural et du développement agricole ont dépassé 170 millions de US\$.

DDC (2000) Politique sectorielle agricole

DDC (2006) Guide Biotechnologie Verte (à paraître)

voir aussi www.deza.admin.ch sous Thèmes

1. Les cultures diversifiées, ici au Mali, enrichissent le régime alimentaire des familles. Les surplus sont vendus sur les marchés locaux et apportent un revenu supplémentaire qui permet de nouveaux investissements dans le secteur de l'éducation, de la santé et des nouvelles technologies.



Pour survivre dans des situations alimentaires précaires, il faut s'organiser !

La sécurité alimentaire dépend d'une organisation et d'une collaboration étroite entre les communautés de base, la société civile, les collectivités décentralisées et les services gouvernementaux. Le renforcement et la structuration de l'organisation du milieu rural est d'un intérêt vital sur le plan alimentaire, notamment pour les communautés particulièrement vulnérables.



Les enfants sont l'avenir du pays ! Ils appartiennent aux groupes les plus vulnérables sur le plan alimentaire.

Selon une étude socio-économique, les familles du hameau d'Ankarefo, situé sur les hauts-plateaux malgaches, appartiennent au groupe des ménages très vulnérables. Derrière ce constat, à première vue banal, se cache une situation complexe et dramatique pour les concernés.

Les ménages d'Ankarefo disposent de lopins de rizières aménagés dans les bas fonds étroits et cultivent du manioc et des haricots sur les flancs des collines. La faible fertilité des sols engendre de maigres récoltes qui ne couvrent que partiellement leurs besoins alimentaires. Les familles ne disposent pas de bétail, seul quelques volailles. Des petits potagers parsemés d'arbres fruitiers approvisionnent les ménages en fruits et légumes. Bien que les habitants de cette région travaillent ces terres depuis trois générations, ils n'ont aucune sécurité quand à la propriété foncière.

Déjà en septembre, trois mois après la récolte, les greniers de riz sont vides, les légumes et les fruits se font rares et les familles recourent à des tubercules de manioc assaisonnés de romazava, une feuille comestible. Une à deux fois par mois, si le budget familial le permet, la sauce est agrémentée de quelques morceaux de viande. C'est la période où la malnutrition des enfants est la plus grave. D'ici la prochaine récolte, le prix du riz va doubler voire tripler et les revenus monétaires ne suffisent guère à nourrir toutes les bouches. Prises au piège, les familles n'ont d'autre option que d'obtenir du crédit auprès

des commerçants en mettant leur prochaine récolte en gage. Pour sortir de l'engrenage de l'endettement, les adultes sont fréquemment contraints de partir à la recherche d'un travail salarié ailleurs.

Depuis des décennies les familles cherchent par leurs propres moyens à sortir de cette situation désolante, mais leurs efforts sont annulés par des circonstances qui échappent à leur contrôle telles que l'inflation, la fluctuation des prix, les revers climatiques ou les troubles sociopolitiques. Privés d'information et de connaissances sur les dynamiques qui régissent leur situation, les paysans et les communautés agissent de manière isolée, et souvent avec le seul objectif d'assurer les besoins immédiats. Ils sont ainsi la plupart du temps exclus des processus de prise de décision stratégiques qui les concernent.

C'est en ce point qu'intervient le programme SAHA, financé par la DDC et initié depuis 1999 par Intercooperation à Madagascar. En 2006, quelques 250 communes et environ 20'000 ménages, dont 70% situés dans des zones particulièrement vulnérables sur le plan alimentaire, ont été soutenus par le programme. L'approche de SAHA a obtenu des résultats prometteurs. Pour ne citer que quelques exemples, en 2005, 13 barrages hydro-agricoles alimentant approximativement 14 km de canaux d'irrigation, 932 petites actions et 28 filières de produits agricoles ont été mises en place. De plus, approximativement 700 bornes de fontaines et puits, 200 blocs sanitaires (douches et latrines) ont été installés ou réhabilités et 300 classes primaires ont vu le jour.

Dans l'est du Mali, les plaines du Gourmands, du Sourou, du Séno et du Mondoro sont occu-

pées depuis des siècles par des agriculteurs dogons et des éleveurs peuls. On y cultive surtout des céréales (mil, sorgho, fonio) et des légumineuses (niébé, pois de terre). L'élevage de moutons, vaches et chèvres est la seconde activité économique. Une forte pression sur les ressources en terre, des sols à la fertilité amoindrie, peu d'eaux de surface mais surtout une pluviométrie capricieuse et des invasions occasionnelles de criquets font que les récoltes deviennent très incertaines. L'insécurité alimentaire s'installe si bien que les paysans, traditionnellement peu structurés, ont décidé de s'organiser. C'est ainsi qu'est née l'AOPP (Association des Organi-



sations Professionnelles Paysannes) de Mopti. La DDC a initié sa collaboration avec l'AOPP il y a plusieurs années dans le domaine de la gestion des conflits pour les ressources naturelles. En 2004, les criquets avaient tout dévasté. La DDC a alors accordé une aide pour l'achat de 800 tonnes de céréales. Depuis l'AOPP et s'est lancée dans la mise sur pied d'un programme de sécurité alimentaire. Ses 7580 membres ont décidé d'actions urgentes pour renforcer et sécuriser la production céréalière, diversifier produits et revenus et constituer des stocks. L'atteinte de ces objectifs passe par des travaux de lutte anti-érosive, une meilleure utilisation de la fumure, la diffusion de variétés hâtives, l'octroi de petits crédits aux femmes qui

engraissent des agneaux, des études de marché, la recherche de nouveaux acheteurs et l'établissement de banques de céréales afin de subvenir aux besoins des familles connaissant la disette. Ces banques de céréales permettent aussi de disposer des semences si les récoltes sont faibles ou perdues. Les initiatives de l'AOPP sont cruciales pour la population qui ne fait l'objet d'aucune aide de l'état. A cet égard, il est intéressant de noter que des banques de céréales avaient été constituées dans le passé à partir de dons de l'aide internationale. La gestion de ces greniers relevait de l'administration. L'efficacité et la durabilité ont été à peu près nulles.

Critères de vulnérabilité sociale des ménages
(compilation par des villageois, Hautes-Terres malgaches)

Particulièrement vulnérables sont les ménages :
 ...de moins de 0.2 ha de terres cultivables par personne
 ...ayant un accès très limité à l'eau d'irrigation
 ...ayant une autosuffisance en riz inférieure à 4 mois par an
 ...avec un revenu monétaire inférieur à 160 US par an
 ...ayant un manque permanent de main d'oeuvre
 ...socialement marginalisés
 ...régulièrement endettés
 ...sans bétail
 ...sans titre foncier ou droit d'usufruit garantis à long terme
 ...de vieilles personnes, veuves, femmes divorcées et jeunes couples

Risques qui mettent en cause la sécurité alimentaire :
 ...sécheresses / inondations
 ...épidémies
 ...troubles politiques et sociaux / conflits armés
 ...manque de diversité de production
 ...fluctuation des prix du marché et perte de valeur de l'argent

1. Une bonne organisation des ménages, des communautés et de l'espace jouent un rôle clé pour assurer la sécurité alimentaire.
2. Posséder au bon moment la bonne information est un atout précieux. Des flux d'information organisés, ici le studio d'une radio communautaire, représentent pour les groupes vulnérables une condition vitale.

La DDC à Madagascar : www.deza.admin.ch sous pays
www.smbmada.net sous documents
www.intercooperation.ch
 AOPP Mopti : www.ddc-mali.org.ml sous programmes

« L'organisation paysanne et la concertation de tous les acteurs crée une nouvelle dynamique de développement et renforce la sécurité alimentaire. »



Aide alimentaire – de l'aide d'urgence à un développement durable

Lors d'une année particulièrement mauvaise, comme en 2004, où sécheresse prolongée et invasion de criquets ont porté une double atteinte aux récoltes, le Niger s'est trouvé rapidement face à une crise alimentaire aiguë, avec une famine menaçant une grande partie de sa population.



Niger : distribution de repas dans une école.

Le Niger, 30 fois la superficie de la Suisse, est au trois quarts désertique et sa population de 12 millions d'habitants se concentre surtout au sud, où le climat est un peu plus clément. « Clément », sous conditions nigériennes, cela signifie une seule saison des pluies par année, variant de 1 à 4 mois, entrecoupée de une à plusieurs semaines sèches. Le reste de l'année, les vents fréquents balayent la terre desséchée.

Sous de telles conditions, être agriculteur ou éleveur représente une tâche difficile et risquée. Pourtant, 90% de la population nigérienne est active dans le secteur agricole avec une majorité qui n'a d'autre option que de vivre de l'agriculture de subsistance et de l'élevage. Toute la sécurité alimentaire repose sur les quelques mois de précipitations entre juin et septembre, une situation qui fragilise le pays et entraîne de lourdes conséquences. Deux tiers des habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté et le nombre de personnes sous-alimentées est en augmentation. Les fluctuations de la production de denrées alimentaires sont énormes d'une année à l'autre. Pour les cultures pluviales surtout, comme le mil et le sorgho, la production peut varier du simple au double. La production agricole nationale souffre d'un manque cruel d'appui-conseil et de formation et ne se maintient que par l'emblavement

de nouvelles terres. Le Niger est un pays extrêmement vulnérable qui se trouve constamment sur le fil du rasoir entre subsistance et famine.

Lors de la crise alimentaire de 2004/05, le déficit en céréales a atteint 11% et celui en fourrage 35%. Plus de 10'000 foyers ont perdu leurs troupeaux et 2,5 millions de personnes, dont 800'000 enfants, ont été touchés par la pénurie alimentaire (FAO).

La DDC travaille depuis une quarantaine d'années au Niger et y a établi un réseau de collaboration solide qui lui a permis, lors de la crise alimentaire de 2004/05, de réagir rapidement face à cette situation d'urgence en achetant sur place ou en important des pays limitrophes et d'Europe des céréales et autres aliments de base pour les distribuer aux nombreuses personnes menacées de mourir de faim. Dans un second temps, pour permettre aux populations de passer le cap le plus difficile, l'aide de première urgence a complété ses actions par des ventes à prix modéré de céréales, la distribution de boutures de manioc, de semences de mil, sorgho et niébé, l'apport de fourrage pour le bétail, ainsi que l'organisation de travaux de terrassement à haute intensité en main d'œuvre.

Afin de tirer des leçons d'une crise et de poursuivre le soutien au pays concerné, la DDC met en avant l'importance d'établir un continuum entre l'aide alimentaire d'urgence et l'aide au développement. Ainsi au Niger, équipes de l'aide humanitaire ponctuelle et acteurs de l'aide au développement installés sur place de longue date ont mis en commun leur savoir et leurs expériences pour développer une stratégie qui puisse mieux préparer le pays aux prochaines situations de crise.

« Il est du rôle de l'aide humanitaire non seulement de réagir à la crise aiguë, mais de coopérer avec l'aide au développement pour s'attaquer aux causes structurelles et prévenir les crises. »

Depuis les débuts de son engagement humanitaire, la stratégie de la DDC en matière d'aide alimentaire a évolué d'une aide où la nourriture était entièrement apportée des pays industrialisés – au début des années 70, la Suisse a même créé de grandes unités de fabrication de thon en boîte pour l'aide humanitaire uniquement – à des actions qui favorisent aujourd'hui en premier lieu l'approvisionnement de proximité,



1



2

soit dans le pays même où sévit la crise, soit par importation depuis les pays voisins. L'actuelle stratégie est certes plus équitable pour les pays du Sud, mais il faut toutefois veiller – chose qui n'est pas évidente lorsqu'il s'agit d'opérer dans l'urgence – à ce que l'achat de nourriture sur place n'engendre pas une explosion des prix locaux et vulnérabilise alors d'autres segments de la population directement dépendants de ces marchés.

La Suisse attribue à la DDC (Aide humanitaire) un crédit annuel de 11.4 millions de US\$ d'équivalent en céréales, que les projets gèrent de manière autonome ou qui transitent par le Pro-

gramme Alimentaire Mondial (PAM). Quant aux produits laitiers, autre tradition suisse de l'aide alimentaire, le crédit annuel de 15.5 millions de US\$ est toujours utilisé pour l'achat et l'acheminement de produits fabriqués uniquement en Suisse.

Si aux yeux d'un large public, l'aide alimentaire est avant tout perçue comme un apport de nourriture lors d'une famine, elle peut également servir à soutenir la réhabilitation du secteur productif suite à un conflit. Au Libéria, par exemple, le PAM apporte de la « nourriture contre travail » aux réfugiés de retour dans leur pays qui s'affairent à reconstruire leur secteur agricole et réhabilitent les parcelles détruites par les 14 ans de guerre civile qui ont sévit dans le pays jusqu'en 2003.

La DDC au Niger : www.ddc-niger.ch

La DDC au Libéria : www.deza.admin.ch sous pays.

La DDC fait partie du conseil d'administration du PAM : www.wfp.org/french/

Dans le cadre de ses actions, elle respecte le protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Des céréales contenant des OGM ne sont introduites dans le pays que sous forme de farine : www.biodiv.org/doc/legal/cartagena-protocol-fr.pdf

Dans ses actions humanitaires, comme d'aide au développement, la DDC applique une stratégie de gestion préventive des risques.

1. Accueil chaleureux pour l'arrivée de l'aide alimentaire dans un village nigérien.
2. Libéria : travaux communautaires pour la réhabilitation en surfaces agricoles de terres abandonnées et dévastées par 14 ans de guerre civile.



Les gardiens de la biodiversité agricole mondiale

Le sorgho, appelé aussi « plante-chameau » pour sa résistance à la sécheresse, est un aliment de base important des zones semi-arides. Très apprécié des humains, il l'est également des oiseaux, ce qui cause de sérieux problèmes aux cultures. Pour y remédier, les paysans africains font usage de savoir et d'expériences acquis au fil des générations. Ainsi ils sélectionnent et ne mettent en culture que des variétés amères, à haute concentration en tanins, dédaignées par les oiseaux, mais dont l'amertume disparaît pour laisser place à un goût très agréable une fois cuites ou fermentées.



La fève est une des principales sources de protéines de l'alimentation marocaine. L'étude des variétés de fèves sélectionnées et cultivées par la population locale a révélé la présence de plantes très résistantes à la maladie de la tache brune, véritable fléau pouvant causer la perte totale des récoltes. Le savoir local associé au travail scientifique a permis de développer des variétés résistantes à ce champignon pathogène, de supprimer l'usage de fongicides et ainsi améliorer considérablement les conditions de vie des agriculteurs.

Traditionnellement, les agriculteurs du monde entier savent tirer profit de la biodiversité disponible et de son potentiel d'adaptation aux conditions changeantes. Pour les groupes les plus vulnérables, qui pratiquent souvent une agriculture de subsistance dans des conditions écologiques et climatiques difficiles, l'utilisation d'une diversité génétique et des connaissances en matière de phytosélection sont des facteurs clés de survie.

Actuellement ce savoir traditionnel est en forte régression. L'agriculture moderne a entraîné une uniformisation des cultures essentiellement axée sur des variétés à haut rendement. La diversité génétique agricole mondiale actuelle ne représente plus qu'un quart de ce qu'elle était il y a cent ans.

En matière de conservation et de promotion de la diversité génétique agricole, la DDC s'engage dans plusieurs voies interdépendantes : (1) favoriser le maintien d'une agriculture diversifiée (in-situ), (2) sauvegarder et rendre disponible la multitude de variétés développées à travers le monde dans des banques de gènes (ex-situ), (3) promouvoir des systèmes de production agricoles durables dans un cadre de collaboration

entre chercheurs et communautés paysannes et (4) créer un cadre légal et institutionnel pour augmenter la sécurité en matière d'accès à des semences de qualité.

Au sein des centres internationaux de recherche agricole, d'importants efforts sont en cours pour inventorier les usages et connaissances locales en matière de gestion de la biodiversité agricole. Au Népal, par exemple, l'établissement d'un « registre de biodiversité communautaire » a permis aux villageois de se rendre compte de la richesse présente à l'échelle locale et de la nécessité de mieux la conserver. L'étude portée sur les variétés de riz, d'orge, de sarrasin, de mil, de taro, de pois, de courges et de concombres a en effet révélé que nombre d'entre elles ne sont plus cultivées que par une ou deux familles et donc fortement menacées de disparaître dans quelques années. Avec l'appui du Ministère de l'Agriculture népalais, les différentes communautés ont créé leur banque de gènes locale où les semences sont conservées, mais également réintroduites sur les parcelles. De la sorte, on sauvegarde ce qui constitue à la fois un héritage du passé et la sécurité alimentaire du futur.

Lorsqu'il s'agit du développement de nouvelles variétés, la recherche phytogénétique d'aujourd'hui a évolué d'une recherche axée sur l'accroissement de la productivité vers une recherche soucieuse de répondre à des besoins locaux très divers. Aujourd'hui, le maintien de la biodiversité, l'amélioration de la valeur nutritionnelle et des aspects phytosanitaires, la protection de l'envi-

« L'abandon d'une variété traditionnelle signifie la disparition d'options permettant de répondre à des situations imprévues. »

ronnement et la minimisation des risques sont considérés comme des éléments intrinsèques d'une production agricole durable. Ainsi, l'IRRI (International Rice Research Institute, un membre du CGIAR¹) mène, entre autres, des recherches pour le développement de variétés de riz résistantes aux inondations, un fléau qui cause des pertes annuelles de production de plus en plus importantes en Asie du Sud-est. Alors que les variétés classiques supportent au maximum 4 jours d'immersion, les nouvelles variétés développées par l'IRRI sont capables de résister jusqu'à 3 semaines.

La biodiversité agricole fait partie du patrimoine de l'humanité. 5,4 millions d'échantillons de variétés agricoles sauvages, cultivées tradition-



nellement ou nouvellement développées sont conservés dans les 1470 banques de gènes à travers le monde. Chaque année, les 15 centres internationaux de recherche agricole du système CGIAR distribuent plus de 50'000 échantillons à des programmes nationaux dans les pays en voie de développement. Après une période de validation, ces variétés seront remises aux agriculteurs pour améliorer la valeur nutritionnelle de leurs récoltes (par ex. : le maïs QPM riche en protéines développé par le CIMMYT²), répondre à leur préférences alimentaires et apporter une

meilleure résistance à différents facteurs externes (baisse de fertilité du sol, maladies, ravageurs, aléas climatiques).

Les banques de gènes jouent également un rôle important lors de catastrophes, car elles permettent de reconstituer les stocks détruits avec des variétés locales améliorées. Le soutien financier pour le maintien et la régulation de ces collections est très variable, tout comme la qualité des collections. C'est pourquoi, à l'initiative de la FAO et du CGIAR et grâce à un important soutien initial de la DDC, la communauté internationale a pris la décision en 2004 de créer le Global Crop Diversity Trust (Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures), une fondation qui s'appuie sur des dons publics et privés pour harmoniser la gestion et l'efficacité des banques de gènes distribuées dans le monde.

La Suisse contribue financièrement au Global Crop Diversity Trust depuis sa création :
www.croptrust.org

Le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures représente un élément essentiel de la stratégie de financement du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture :
www.fao.org/ag/cgrfa/French/itpgr.htm

La DDC est un des principaux bailleurs de fonds au CGIAR : www.cgiar.org

Le SADC³ Seed Security Network (SSSN) vise à améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés et au choix de semences, à harmoniser le cadre légal et faciliter la distribution entre les pays. www.sadc.int

Biodiversity International : www.biodiversityinternational.org

Projet « Initiative pour le maïs en Afrique australe » (NSIMA) : www.ddc.admin.ch voir sous projets

Soutien jusqu'en 2004 du réseau ROCAFREMI sur le mil :
www.aramis-research.ch

Centre International de Recherche sur le Riz (IRRI) :
www.irri.org

1. Les banques de gènes collectent et conservent le matériel végétal sous forme de graines, de plantules, de tissus ou de cellules reproductrices.

2. Formation sur la mise en place d'une banque de gènes nationale : collecte et conservation des échantillons, mise à disposition des collections.

¹ Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale. Le CGIAR est constitué de 15 centres internationaux de recherche agricole qui collaborent avec des organismes nationaux de recherche, le secteur privé et la société civile. Le CGIAR tire parti de l'agronomie pour réduire la pauvreté, stimuler la croissance agricole et protéger l'environnement.

² Centre international d'amélioration du maïs et du blé (www.cimmyt.org)

³ Southern African Development Community : Communauté de Développement de l'Afrique Australe incluant l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.



La pomme de terre – pain quotidien des peuples andins

Originnaire des montagnes andines, la pomme de terre a bouleversé les habitudes alimentaires dans le monde contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire de l'humanité. Aujourd'hui, les paysans andins, qui figurent encore parmi les peuples les plus démunis, sont confrontés aux importations de pomme de terre !

Connue depuis 8000 ans par les peuples indigènes des Andes, la pomme de terre est cultivée aujourd'hui à travers le monde où elle occupe la quatrième place au palmarès des aliments consommés. Plus de 5000 variétés de pommes de terre natives des Andes ont été dénombrées à ce jour. Outre sa grande tolérance au climat rude des montagnes, la pomme de terre constitue une base alimentaire de grande valeur, à mi-chemin entre les féculents et les fruits et légumes.

Elle est notamment très riche en fibres, minéraux, vitamines C et E et acides organiques. De plus, les variétés colorées fournissent des antioxydants.

Première source énergétique des Incas, comme de leurs prédécesseurs, la pomme de terre est encore aujourd'hui l'aliment de base des populations de l'Altiplano, en majorité des petits producteurs pour lesquels elle représente au moins 60% du régime alimentaire. Ces familles vivent de quelques vaches, moutons, lamas et alpacas ainsi que de la culture (sur un à deux hectares) de quinoa, d'orge et d'une grande variété de pommes de terre, dont certaines sont productives jusqu'à 5000 m. Les paysans disposent d'un vaste savoir traditionnel pour faire pousser ce tubercule et composer le semis pour la saison à venir. Le choix de l'agriculteur se fera en fonction du type de terrain, du microclimat, de la résistance au gel, des prévisions météorologiques pour l'année (déterminées par les rituels et la lecture de l'environnement naturel), du potentiel de conservation, des goûts individuels, des besoins pour les menus au quotidien, les plats de fêtes et les invitations.

Les variétés cultivées en haute altitude, souvent par les communautés les plus pauvres, sont peu commercialisées et servent surtout à la consommation familiale. Essentielles pour l'alimentation, elles ont aussi un rôle culturel. Toutefois, la présence sur les marchés de pommes de terre produites à large échelle ou importées (Canada, USA, Colombie et autres pays limitrophes), vendues à bas prix, conduit de plus en plus à l'abandon des variétés natives. Cette situation n'améliore en rien les conditions de vie de ces populations qui recherchent les moyens d'être acteurs sur un marché régional ou national en constante évolution.

Lancée en 1998 avec l'appui du Centre international de la pomme de terre et de la DDC, l'initiative Papa Andina s'est fixée pour mission de soutenir les communautés rurales au Pérou, en Bolivie et en Equateur en développant avec elles une filière de produits de niche originaux, fabriqués à partir de pommes de terre cultivées sur les hauts-plateaux andins. Ces nouveaux produits revalorisent les variétés natives tout en empruntant des canaux alternatifs non concurrentiels de l'offre standard sur le marché.

Ainsi, les pommes de terre natives en emballage « gourmet », les chips ou purées produites à partir de variétés colorées, les soupes lyophilisées connaissent un succès grandissant sur les marchés urbains. Depuis quelques années, ces produits éveillent aussi l'intérêt des marchés d'exportation.

Il convient de souligner que la chaîne commerciale créée pour ces produits de niche est issue de processus participatifs où, en association avec les chercheurs, tous les acteurs impliqués, du producteur au commerçant, déterminent ensemble le déroulement des différentes étapes. Le paysan peut ainsi se positionner sur le marché,



Sous forme de chuño, les pommes de terre, d'habitude plutôt délicates au stockage, peuvent être conservées plusieurs années sans se dégrader, constituant ainsi une réserve alimentaire des populations de la région.

acquérir un plus grand pouvoir de décision sur sa production et se créer de nouvelles opportunités de revenu.

Paradoxalement, bien que la pomme de terre représente un patrimoine naturel et culturel unique aux pays andins, elle ne figure pas parmi les produits prioritaires dans les politiques agricoles des trois pays du projet Papa Andina. Toutefois, un changement est possible selon les orientations des nouveaux gouvernements en Bolivie et en Equateur. En attendant, un des objectifs de l'initiative Papa Andina est de positionner la pomme de terre au niveau du dialogue politique notamment dans le cadre de l'accord commercial ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques).

La DDC accorde également de l'importance au fait de conserver, voire raviver, la place de la pomme de terre au sein des populations rurales qui ont su entretenir une précieuse biodiversité agricole et un savoir local séculaire et ainsi



1

Papa Andina : papandina.cip.cgiar.org et ses partenaires nationaux :

– *Fortipapa* (Equateur) : www.cipotato.org/papandino/fortipapa.htm

– *Incopa* (Pérou) : www.cipotato.org/papandina/incopa/incopa.htm

– *Proinpa* (Bolivie) : www.proinpa.org

AGRUCO : centre d'excellence universitaire en agroécologie et revalorisation des savoirs traditionnels à Cochabamba, Bolivie. www.agruco.org

BioAndes : projet pour la revalorisation de la biodiversité culturelle dans les Andes : www.cosude.org.ec

Le réseau PRECODEPA (1988-2002) a soutenu la culture de la pomme de terre en Amérique centrale et aux Caraïbes :

www.iicanet.org/foragro/redes/precodepa.asp

Année internationale de la pomme de terre 2008 : www.potato2008.org



3



2



4

constituer un héritage culturel indispensable au développement durable de ces régions.

Centro Internacional de la Papa : Le CIP réalise un énorme travail de conservation et d'utilisation des ressources génétiques de la pomme de terre et de la patate douce. www.cipotato.org

1. Le « chuño » caractérise des pommes de terre déshydratées obtenues par un procédé qui alterne plusieurs nuits de congélation « à la belle étoile » et séchage au soleil. Savoir déterminer la période idéale à la fabrication du chuño, c'est-à-dire une série de nuits glacées suivies de journées ensoleillées, est essentiel pour la réussite du procédé et les paysans se basent sur leur observation des vents, de la lune et de la végétation pour définir le moment propice.

2. Quelques variétés de pommes de terre natives des Andes parmi les 5000 sortes dénombrées à ce jour. La « papa de la suegra » - pomme de terre de la belle-mère - (au centre de la photo) est une variété à écaillés qui fait l'objet d'un test d'aptitude de bonne épouse et mère de famille en Bolivie et au Pérou. Si la future belle-fille réussit à éplucher ledit tubercule sans gaspillage, elle a le droit d'épouser son promis.

3. La communauté de Suclla, village situé à 3700 m sur l'Altiplano péruvien, sème sur une même parcelle des pommes de terres de différentes formes et couleurs. Le mélange possède une meilleure résistance aux ravageurs et facteurs climatiques, sa floraison est un plaisir pour les yeux et sa récolte est comme un jeu, où la surprise du prochain tubercule déterré fait oublier la fatigue du travail.

4. « Acheter national » est une tendance croissante dans les pays d'Amérique latine. Les institutions Incopa au Pérou, Proinpa en Bolivie et Fortipapa en Equateur, partenaires de Papa Andina, se consacrent à la revalorisation des produits à base de pommes de terres indigènes, et à l'appui à l'innovation technologique et institutionnelle pour soutenir les petits producteurs des hauts plateaux.

« Une famille de l'Altiplano peut cultiver jusqu'à 120 variétés de pommes de terre, une diversification qui est à la fois trésor culturel et garantie de sécurité alimentaire. »



Une révolution rizicole dans les plaines du Mékong

Au Laos, on dit kin khao pour « manger ». Traduite littéralement, l'expression signifie « manger du riz », ce qui témoigne de l'importance accordée à cette céréale dans ce pays où la consommation annuelle par habitant est de 160 kilos, soit 430g par jour, et couvre 67% des besoins en calories.



Kay no hom (petite poule aromatique), pa siev (petite carpe) ou encore leum phua (oublie l'homme), ne sont que quelques exemples d'appellations populaires laotiennes parmi les 3000 variétés de riz sauvages et cultivées répertoriées dans le pays. A niveau mondial, le nombre de sortes de riz cultivées et sauvages se chiffre à plus de 100'000, poussant dans les écosystèmes les plus variés, de la forêt tropicale humide aux régions arides, des mangroves au plateau himalayen à 2600m.

Le riz est la céréale la plus consommée dans le monde. La plus grande partie de sa production est toujours assurée par la petite paysannerie. Si certains pays asiatiques exportent de grandes quantités de riz, d'autres doivent augmenter leur production pour couvrir leurs besoins alimentaires.

Les plaines du Mekong constituent l'un des territoires rizicoles les plus fertiles d'Asie et le plus intensivement cultivé au monde. La riziculture irriguée s'y trouve depuis des décennies dans un processus dynamique, avec une production en croissance continue, soit par augmentation des surfaces, ce qui n'est plus possible dans les pays les plus avancés tels que le Vietnam ou la Thaïlande, soit par amélioration de la productivité. L'introduction de nouvelles souches de riz, l'accès aux innovations technologiques en même temps que le développement du marché régional et international permettent maintenant à cette région de produire jusqu'à trois, voire quatre récoltes par an, alors qu'elle n'en produisait qu'une à deux auparavant.

La recherche d'une meilleure productivité n'est cependant pas allée sans déboires. Au départ, pour augmenter celle-ci, les paysans ont déversé sur leurs cultures des quantités considérables d'engrais et de pesticides occasionnant non seulement des dépenses additionnelles, mais augmentant les risques d'exposition à de fortes

concentrations de produits agrochimiques nocifs pour les gens et pour l'environnement. Il en a résulté une pollution de l'air, de l'eau et des sols, fatale aux animaux utiles qui se nourrissent des ravageurs du riz (canards, grenouilles), mais aussi une perte de la productivité du poisson élevé dans les cultures irriguées. Puis, c'est la productivité du riz lui-même qui a chuté.

Au Vietnam, une étude a démontré que deux tiers des agriculteurs appliquaient incorrectement des quantités d'engrais et de pesticides, compromettant leur production et, à plus ou moins long terme, leur existence. Des essais menés sur le terrain pour un emploi approprié en engrais ont apporté des résultats très prometteurs. C'est en comparant la couleur des feuilles de leur cultures avec les quatre possibilités proposées sur une palette développée et mise à disposition par l'IRRI (Centre International de Recherche sur le Riz) que les riziculteurs ont pu apprendre à être plus parcimonieux. Ainsi, au Nord du Vietnam, les paysans ont obtenu une production accrue de 15% et un bénéfice supplémentaire de 150\$ par hectare. En Chine, le besoin en fertilisant a pu être réduit d'un tiers. Au sud de l'Inde, les paysans utilisant cette méthode ont accru leur revenu de 47%.

La palette des couleurs pour la détermination des besoins en nitrogène (connue sous le nom de « site-specific nutrient management SSNM »), n'est qu'une des nombreuses technologies développées par une initiative qui a vu le jour en 1997 : le IRRC (Irrigated Rice Research Consortium) qui s'est fixé comme mission d'associer centres de recherches et services de vulgarisation agricole afin de mettre au service des petits producteurs des technologies simples et peu coûteuses leur permettant une production profitable

« Pour un pays pauvre grand consommateur de riz, parvenir à l'autosuffisance représente une sécurité ; la recherche agricole internationale est un partenaire important pour atteindre cet objectif. »

et durable. Soutenu à près de 90% par la DDC, ce consortium travaille aussi en Chine, en Indonésie, en Inde, au Bangladesh, au Myanmar et aux Philippines, soit dans tous les grands territoires rizicoles asiatiques. Les succès enregistrés sont déjà de portée nationale dans plusieurs pays et se situent au niveau politique et économique. La baisse de l'importation de fertilisants est déjà sensible. Le gouvernement de l'Indoné-



sie a ratifié une recommandation pour l'utilisation de SSNM dans les cultures de plaine. En Chine, cette technologie fait partie d'un projet national sur la fertilisation, tandis qu'au Bangladesh, elle est adoptée par le département de vulgarisation agricole.

Au Laos, en 1970, la production de riz était de 1 million de tonnes avec une productivité d'environ 1,5 tonnes par hectare. En 2004, la production dépassait les 2,5 millions de tonnes avec une productivité d'environ 3,3 tonnes par hectare. La surface cultivée n'ayant pratiquement pas augmenté, ce sont des changements technologiques qui sont à la base de ce succès. En effet, jusqu'en 1990, moins de 5 % de la surface des rizières était cultivée avec des variétés améliorées alors qu'en 2001, cette surface était passée à 80%. Alors que jadis presque deux tiers des paysans cultivant les variétés traditionnelles étaient déficitaires et connaissaient la disette chaque année, aujourd'hui la majorité d'entre eux qui ont adopté les variétés améliorées sont devenus autosuffisants, voire ont dégagé des surplus. Les progrès technologiques enregistrés au Laos grâce au projet Lao-IRRI ont une importance nationale significative et sont à mettre au compte d'une lutte efficace contre la faim.



1. La palette des couleurs pour la détermination des besoins en azote des rizières, une technologie accessible pour mieux cibler les apports en engrais.
2. Village de Hau Thanh, Vietnam : formation des agriculteurs sur le « super-sac » et l'hygromètre « petit prix » qui leur permettent de stocker efficacement le riz et diminuer les pertes après-récolte.

Centre International de Recherche sur le Riz (IRRI) : www.irri.org

Irrigated Rice Research Consortium (IRRC) : www.irri.org/irrc

Programme « trois fois moins = trois fois plus » : http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_en_24915.pdf

Genuinely Lao, the story of the project that revolutionized rice in Laos : www.irri.org/donors/SDC/pdfs/GenuinelyLao.pdf

Helvetas Projet LEAP et promotion de riz biologique : www.helvetas.org.vn



Le programme de la Coopération suisse au Népal sous l'angle de la sécurité alimentaire

Le Népal et la Suisse sont des pays pauvres en matières premières et disposant de ressources agricoles limitées. Le chemin vers la sécurité alimentaire est long et pavé de multiples obstacles sociaux, de risques écologiques et économiques. Le Népal rencontre des problèmes similaires à ceux que la Suisse a connu jadis. La sécurité alimentaire n'est pas un acquis, elle est constamment remise à l'épreuve par de nouvelles évolutions.

Depuis 50 ans, la Suisse soutient le développement du Népal au moyen de nombreux projets. Près de 16 millions de US\$ sont affectés annuellement au programme de la DDC. Celui-ci se distingue par une grande continuité quand aux domaines d'intervention et aux partenaires. Les efforts sont concentrés sur les groupes sociaux vulnérables de 4 régions enclavées. Une attention particulière est accordée à la participation de la population et au renforcement des capacités de gestion des partenaires locaux. En coopérant avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les autres agences de développement, la DDC contribue à l'échange d'expériences et à une meilleure synergie entre les programmes.

Une sécurité alimentaire en péril

Au Népal, 60% de la population vit de l'agriculture de subsistance. Malgré une disponibilité énergétique alimentaire suffisante, un nombre important de personnes souffrent de sous-alimentation. Les principales causes en sont les conflits qui touchent les zones rurales depuis 1996, la croissance démographique et la pression sur les ressources naturelles, particulièrement le sol et le couvert végétal, mais aussi l'enclavement de vastes régions, difficilement accessibles pour la circulation des aliments. Face à cette situation, les jeunes Népalais sont nombreux à migrer vers les centres urbains ou vers d'autres pays. En 2006, la diaspora népa-

laise était estimée à plusieurs millions de personnes, composée notamment de jeunes ruraux. Les reflux monétaires provenant de ces travailleurs sont estimés à 1,2 milliards de US\$ par an, soit 15% environ du produit national brut.

Suisse : En 1810, la Suisse compte 1,5 million d'habitants, dont 70% vivent de l'agriculture. De nombreuses familles paysannes génèrent des revenus additionnels en travaillant à domicile pour le compte de la jeune industrie textile. Le blocus économique entre la France et l'Angleterre rompt l'approvisionnement en coton et plonge l'industrie textile dans une crise. Des milliers de familles paysannes perdent leur gagne-pain. En 1812, des nuages de cendre provenant de l'explosion d'un volcan en Indonésie enveloppent la terre et provoquent une chute des températures. Les hivers rudes entraînent de mauvaises récoltes en 1815 et 1816. Des milliers de personnes meurent de faim.

En 1845, le mildiou ravage les cultures de pommes de terre, devenue la nourriture de base. L'industrie textile persiste dans sa crise. Les rues du pays sont parcourues par des mendiants.

Désespérées, près de 100'000 personnes émigrent outremer entre 1817 et 1880. Pour faciliter le départ des familles pauvres, les communes exploitent les forêts à outrance afin de couvrir les frais de voyage. Des vallées entières sont ainsi défrichées.

Gestion durable des ressources naturelles et renforcement de la production alimentaire

Les familles népalaises socialement désavantagées sont contraintes de se rabattre sur des zones marginales à faible productivité et écologiquement fragiles. Cercle vicieux : sous la pression démographique, ces zones sont d'autant plus rapidement dégradées, mettant en péril la sécurité alimentaire de populations déjà très vulnérables.



Vivres, médicaments, matériel de construction, informations passent par le pont, souvent la seule ouverture vers le monde « extérieur ».

Le « Sustainable Soil Management Programme » lance des concours où les participants proposent des techniques et des méthodes agricoles qui améliorent la fertilité des sols des cultures pluviales. Les meilleures propositions sont testées et évaluées par des spécialistes et un groupe de paysans pilotes. Ceux-ci valident non seulement les techniques et méthodes les plus prometteuses pour une plus large diffusion, mais veillent également à les adapter aux conditions des futures utilisateurs. Environ 350 tests ont été exécutés avec 3000 paysans pilotes qui à leur tour ont pu transmettre leur savoir à environ 34'000 autres paysans.

Le « Home Garden Project » s'adresse aux ménages ayant des difficultés à accéder à la terre. Les jardins familiaux les approvisionnent non seulement avec des aliments de haute valeur, mais génèrent aussi un gain monétaire. Par la mise



en place d'organisations de producteurs et la mise en lien avec des activités de recherche, le projet contribue à l'intensification et à l'augmentation de la production.

Le « Vegetable Seed Project » travaille avec plus de 3000 paysans qui produisent sur 240 hectares environ 120 tonnes de semences de légumes. Cette production est particulièrement intéressante pour les habitants des zones retirées car les semences sont de par leur poids et volume faciles à transporter et peuvent être stockées en cas de coupures des voies de communication.

Le « Nepal-Swiss Community Forestry Project » soutient des groupes d'utilisateurs de la forêt en matière de gestion durable de leur ressource et de création d'emplois basés sur la transformation des produits forestiers (bois, fruits, plantes médicinales, etc.).

Les revenus additionnels permettent aux familles de couvrir les frais scolaires et médicaux, d'obtenir des crédits et d'acquérir des terres arables supplémentaires.

Suisse : L'exploitation des forêts en Suisse est la cause d'inondations répétées et de dégâts importants. Pour y remédier, le parlement adopte en 1876 une loi préconisant une gestion durable des ressources forestières. En 1878 la première station de recherche agronomique ouvre ses portes. Des techniques culturales notamment pour une gestion plus durable des sols sont mises au point. En 1928, le premier Service de vulgarisation agricole est créé.

Ces différentes mesures engendrent une augmentation continue de la production agricole, qui demeure toutefois insuffisante face à la croissance démographique. En 1939, à l'aube de la 2ème guerre mondiale, l'agriculture ne couvre que 50% des besoins alimentaires du pays et une nouvelle crise alimentaire menace la Suisse.

Les voies de communication : un préalable indispensable à la sécurité alimentaire

Le Népal dispose d'un réseau routier d'environ 15'000 km soit 0,1 km/km², dont environ 5000 km de route goudronnée (la densité de route en Suisse est de 2 km/km²). Depuis les routes carrossables, seuls des sentiers aux passages parfois dangereusement escarpés montent dans les vallées. Pour ces zones, souvent fortement déficitaires sur le plan alimentaire, ces voies d'accès sont vitales. Pendant les périodes de soudure, elles permettent l'accès aux denrées alimentaires qui font défaut.

Depuis 1961, le « Trail Bridges Program » a construit quelques 3000 ponts suspendus et contribué à leur entretien régulier.

Le « District Road Support Program » se consacre à la construction et à l'entretien d'infrastructures routières au niveau de 6 districts. Les travaux

1. Le bois est le principal combustible pour la préparation des repas et le chauffage des demeures. La gestion durable du couvert végétal devient une question de survie.

« Renforcer la productivité agricole, promouvoir des revenus extra-agricoles, améliorer les infrastructures et services de base et gérer les tensions sociales, tels sont les ingrédients pour parvenir à la sécurité alimentaire. »



sont planifiés et réalisés en étroite collaboration avec les comités locaux et recourent à des modes de construction à haute intensité de main d'œuvre. Les petites entreprises locales sont associées aux travaux.

Suisse : Freiner l'exode rural et relier le pays au réseau continental de voies de communication qui se développe rapidement à partir de la fin du 19^{ème} siècle ont longtemps été des préoccupations majeures des dirigeants suisses. Ceci a permis notamment de développer de nouvelles opportunités de travail pour les régions de montagnes dans les secteurs de l'industrie et du tourisme. Cependant, le désenclavement n'a pas été sans quelques retombées problématiques. Ainsi par exemple, l'arrivée sur le marché de céréales à bas prix des pays de l'est décourage la production locale et force les paysans notamment des plaines à réorienter leurs activités agricoles vers l'élevage, base de la future industrie agroalimentaire.

L'aménagement des infrastructures rurales et l'amélioration des conditions sanitaires renforcent la sécurité alimentaire

Au Népal, l'absence d'infrastructures rurales limite la marge de manœuvre en terme de production, transformation et commercialisation de produits agricoles et constitue un obstacle majeur à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. Perdre temporairement ou définitivement une force de travail pour cause de maladie ou d'accident plonge rapidement une famille dans une situation critique.

Le projet « Rural Health Promotion » apporte une information en matière de prévention du SIDA, d'amélioration de l'éducation sanitaire et de l'accès aux services médicaux en animant discussions de groupes et échanges d'expériences. Le travail est principalement axé sur l'appui à des organisations féminines.

Le « Decentralised Rural Infrastructure and Livelihood Project » intervient dans 18 districts. Par le renforcement des infrastructures, telles que canaux d'irrigation, aduction d'eau, petites centrales hydro-électriques ou centres médicaux le projet contribue à la création d'activités génératrices de revenus.

Suisse : Jusqu'à nos jours, le renforcement des infrastructures sociales et physiques demeure une priorité nationale du développement. Au travers de fonds d'investissements alimentés par les régions économiquement avantagées, écoles, aménagement de cours d'eau, constructions de routes, etc. ont contribué à améliorer la sécurité et la qualité de vie des populations.

Formation professionnelle et développement de l'industrie et des services – porte d'entrée vers une meilleure sécurité alimentaire

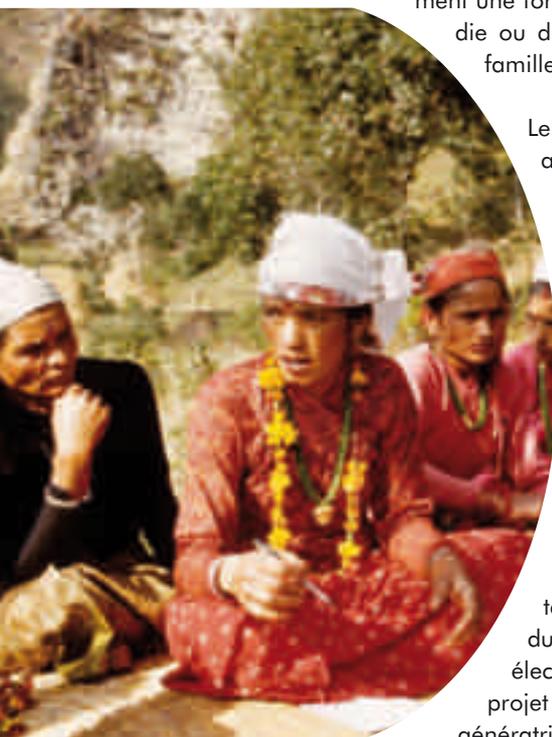
Le Ministère de l'éducation népalais prévoit une entrée sur le marché du travail de quelque 400'000 jeunes par an. De ce fait, la création d'emplois non agricoles est urgente. Les secteurs de l'industrie, l'artisanat et les services emploient actuellement environ 20% de la population active et leur part au PIB a fortement augmenté, représentant aujourd'hui 60%. Cependant, afin d'améliorer la qualité du travail et la compétitivité, de grands efforts sont encore à déployer au niveau de la formation professionnelle.

L'objectif du « Training for Employment Project » est d'adapter les cursus des formations professionnelles pour différents métiers (soudeur, mécanicien sur voiture, conseiller en agriculture et élevage, etc.) aux exigences du marché du travail. Le projet collabore avec les centres de formation, les entreprises privées et les services publics et propose des modules de formation, ainsi que des cours de perfectionnement pour formateurs. Il facilite également l'échange d'expériences et l'accès aux informations sur le marché du travail.

Le projet « Franchising SKILL » offre à la demande de jeunes villageois et villageoises des formations pratiques en couture, cordonnerie, charpenterie, installation électrique, électronique, etc. La formation qualifie les bénéficiaires pour développer leur propre affaire ou trouver un emploi dans une entreprise dans le pays ou à l'étranger. 2300 jeunes ont été formés jusqu'à présent.

Suisse : En 1855, la première école d'agriculture ouvre ses portes, suivie par l'École Polytechnique Fédérale de Zurich et ses départements d'agriculture et d'ingénierie industrielle. Le nombre de personnes actives dans l'agriculture diminue fortement jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle, alors que l'industrie des machines, la chimie et l'horlogerie prospèrent et emploient de plus en plus de gens. Pour financer de grands projets d'infrastructures et d'aménagements du territoire vers la fin du 19^{ème} siècle, les banques sont fondées donnant naissance à un nouveau secteur économique.

Quand les hommes quittent le village à la recherche de travail, les femmes deviennent les principales interlocutrices et actrices pour le développement de solutions aux multiples problèmes.



Gouvernance et promotion de la paix comme conditions sine qua non pour la sécurité alimentaire

Les ménages ruraux vulnérables disposent d'une faible autonomie alimentaire et dépendent particulièrement de la vente de leurs produits, d'un travail salarié extraagricole, ou encore, en situation de crise, de l'aide humanitaire. Lors d'un conflit, ils sont privés de ces possibilités et donc les premières victimes. Leur exclusion du processus décisionnel qui touche à leurs intérêts vitaux aggrave encore leur sort. Notons que le Népal a reconnu le Droit à l'Alimentation en ratifiant le pacte international des droits économiques, sociaux et culturels.

Le « Good Governance Programme » conseille les projets financés par la DDC pour une meilleure intégration des groupes désavantagés au niveau des équipes de projet et dans les processus internes de prise de décision. En outre, le programme conduit des formations relatives aux droits de l'homme et soutient les groupes socialement faibles dans l'expression de leurs demandes.

Le « Local Governance and Decentralisation Project » vient en renfort du processus de décentralisation en initiant des débats à niveau local sur le thème de l'élaboration de la nouvelle constitution. Il se consacre également à la mise en place d'un cadre de discussion à niveau national. Ces activités rendent les rôles et responsabilités des élus plus transparents et indiquent aux groupes désavantagés des voies pour mieux intégrer les processus de décision.

L'engagement de la DDC a permis d'établir des relations de confiance à travers toutes les couches sociales, avec des organisations gouvernementales et la société civile. Forte de ces acquis, la DDC a contribué à une médiation entre les différentes parties impliquées dans le conflit de ces dernières années.

Suisse : Turbulences sociales et paupérisation déstabilisent le pays entre 1820 et 1848. Le courant de pensée libéral gagne du terrain et les conservateurs se voient obligés d'accepter une Constitution libérale avec des droits civiques telles que l'égalité devant la loi, le libre choix du domicile, la liberté d'association et la protection des droits des minorités. En 1874, sous une forte pression sociale, la Constitution libérale est remplacée par la Constitution démocratique qui accorde au peuple le droit d'élection et de votation. Le développement économique et social entraîne une individualisation de la

société. La famille traditionnelle qui réunissait plusieurs générations sous le même toit a fait place aux familles nucléaires. Ces changements ont donné naissance à de nouvelles formes de pauvreté et de dépendances. En 1947, le peuple accepte la mise en place d'une assurance sociale solidaire qui couvre les frais existentiels des personnes âgées, des veuves/veufs, des orphelins et des personnes invalides.

Les nouveaux défis : La prospérité économique, la justice sociale ou la sécurité alimentaire sont des acquis continuellement remis à l'épreuve par les choix du développement social et économique. Aujourd'hui, la Suisse est confrontée à une forte immigration, à l'émergence de nouvelles formes de pauvreté telles que le chômage de personnes notamment sans formation professionnelle, au vieillissement de la population, à une dépendance accrue du marché international mais aussi à une forte divergence des visions d'avenir pour le pays.

Le programme de la DDC au Népal : www.sdc.org.np

Le Népal en chiffres	
Superficie	147'181 km ²
Population et densité	27.1 mio, soit 190/km ²
Part de la population urbaine	16%
Croissance de la population	environ 2.2% / an
Mortalité infantile (moins de 5 ans)	74‰
Espérance de vie (hommes et femmes)	63 ans
Analphabétisme (hommes)	37%
Analphabétisme (femmes)	65%
Produit National Brut (PNB)	7.3 Mia US\$
PNB par personne	270 US\$

Source : Banque Mondiale 2007

Situation alimentaire au Népal	
Personnes sous-alimentées	
1990	3.9 Mio. 20% de la population
2003	4.1 Mio. 17% de la population
Disponibilité énergétique alimentaire par personne	
1993	2340 kg/cal
2003	2450 kg/cal

Source : FAO 2006



Le haricot – une plante alimentaire pleine de ressources

« Sans les feuilles de vos nouveaux haricots, nous serions morts de faim ! », s'exclamait en 1991 Mme Mukabuyika, mère de famille à Karama, petite agglomération au sud du Rwanda. Les gens de cette région vivaient dans une grande précarité. Une forte pression démographique et foncière, des sécheresses répétées et un manque d'intégration aux filières commerciales plongeait les habitants dans une situation de grande pauvreté et les exposaient à de graves pénuries alimentaires. La plupart des familles ne pouvaient manger qu'une à deux fois par jour ; en période de soudure, certains, honteux d'avoir faim, allumaient le feu pour faire croire à leurs voisins qu'ils étaient en train de cuisiner, mais les casseroles restaient vides toute la journée.



1990, année très sèche, où les greniers ont été vides bien avant l'arrivée de la nouvelle récolte.

Dans le désespoir, Mme Mukabuyika avait cueilli et cuisiné les feuilles d'une variété de haricot introduite du Mexique par les chercheurs. Ce faisant, elle a sauvé la vie de sa famille. Il s'est avéré que les feuilles de ce haricot grimpant sont très nutritives. De plus, malgré la cueillette des feuilles, cette variété présente encore un rendement satisfaisant en gousses en fin de saison.

Cette anecdote marque le début de l'histoire du succès de l'amélioration de la culture du haricot en Afrique et de son impact sur la sécurité alimentaire et la création de revenus pour les petites exploitations agricoles. La continuité de l'appui international et la persistance des chercheurs malgré les situations de crises sont des facteurs clés de ce succès.

Dès 1996, un groupe d'agricultrices du sud du Rwanda a ainsi participé à un test pour l'introduction de la culture de haricots grimpants, une pratique agricole courante au nord du pays. Jusqu'alors, les paysans du sud ne faisaient

Le haricot commun, originaire d'Amérique du Sud, est un légume largement cultivé en Afrique. A la fois culture vivrière et de rente, il nourrit plus de 100 millions de personnes dans les campagnes et les villes. C'est l'Afrique de l'Est qui détient, avec une moyenne de 60 kg par personne et par année, le record mondial de consommation de haricot.

Le haricot, aliment de base au Rwanda, est planté au début des 2 saisons pluviales, soit de septembre à décembre et de mars à juin, et arrive à maturité à la fin des trois mois pour constituer le stock alimentaire de base jusqu'à la prochaine récolte. Le mois de mai est la période de soudure la plus critique pour les familles et la famine peut y être particulièrement dramatique, comme en

pousser que des variétés de haricots naines au rendement 3 fois inférieur à celui des variétés grimpantes qui présentent, en outre, l'avantage d'occuper moins de surface au sol et d'être plus résistantes aux ravageurs.

« Umubano¹, le haricot de la bonne coopération, continue à grimper et porter des fruits. »

Depuis plus de 20 ans, « l'Alliance de recherche panafricaine sur le haricot (PABRA) », animée par le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et soutenue par plusieurs agences, dont la DDC, continue à promouvoir l'échange de connaissances sur la culture du haricot en Afrique, surtout orientale. Les femmes sont les premières à en bénéficier du fait qu'elles sont les principales actrices de la culture du haricot, une tendance qui continue de se renforcer par les effets du HIV/SIDA et par la migration des hommes vers les villes.

En 2006, il a été estimé qu'avec ses partenaires de recherche et de vulgarisation nationales, la PABRA a déjà atteint près de 3 millions de familles paysannes et probablement plus de 9 millions de consommateurs. Le haricot amélioré fait partie de filières importantes en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud.

La production locale de semences est particulièrement impressionnante, permettant à plusieurs milliers de femmes de réaliser des recettes importantes en vendant des semences de qualité. Ceci a exercé une influence bénéfique sur leur niveau de vie et leur épargne. Dans l'est de la République démocratique du Congo, par exemple, le revenu que les exploitants tirent du haricot (consommation et semences) a été multiplié par cinq.

Nous ne savons pas ce que sont devenues les agricultrices de Karama, région fortement touchée par la guerre depuis. Ce qui est certain, c'est que le haricot s'adapte parfaitement aux conditions variables qu'affrontent les petits paysans. Sa vente sur les marchés sous forme de graines ou de gousses offre de bons prix et la commercialisation des semences apporte un gain supplémentaire très intéressant. En temps de crise, pour assurer l'alimentation de la famille, les femmes ont recours à la stratégie de Madame Mukabuyika et consomment le haricot sous ses différentes formes, y compris les feuilles !

En Amérique centrale, le haricot est consommé en grande quantité ce qui rééquilibre la diète alimentaire d'une importante population rurale et urbaine pauvre. Pendant près de 25 ans, la DDC a soutenu le réseau PROFRIJOL pour la diffusion de variétés améliorées de haricot en Amérique centrale et aux Caraïbes :

www.guate.net/profrijol

et au Pérou :

www.cosude.org.pe sous proyectos.



1. Les carences en micro-nutriments sont actuellement reconnues comme étant l'un des plus graves problèmes de santé auquel se trouvent confrontés d'importants secteurs de la population pauvre d'Afrique, en particulier les femmes et les enfants. Les principales carences sont celles en fer, en zinc et en vitamines, ainsi que les carences en protéines. Avec précisément des teneurs élevées en protéines, fer et zinc, le haricot constitue une source alimentaire précieuse pour répondre à ces problèmes de malnutrition.
2. L'introduction de variétés à meilleur rendement et moins exigeantes en engrais et pesticides, permet aux producteurs non seulement de subvenir aux besoins de leur familles, mais également d'exporter davantage dans les centres urbains où l'augmentation de l'approvisionnement régional profite à son tour à la population urbaine pauvre qui a accès à un haricot à prix plus avantageux.

Alliance de recherche panafricaine sur le haricot (PABRA) :

www.ciat.cgiar.org/africa/pabra.htm

Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) :

www.ciat.cgiar.org

¹ Umubano signifie littéralement « bonne coopération » en langue kinyarwanda.



Le silo en métal – compte-épargne du petit producteur

Au Salvador, afin de couvrir ses besoins alimentaires, la famille Benítez cultive du maïs, des haricots, du sorgho et élève une dizaine de poules ainsi que trois cochons. Les récoltes de céréales et de haricots sont stockées dans des tonneaux, des coffres ou hangars en bois. Chaque année, les petits rongeurs, les oiseaux, les insectes et les moisissures font perdre aux Benítez entre 10 et 20% de leur récolte de céréales et de haricots, si bien que la nourriture restante suffit tout juste pour subvenir aux besoins de la famille. Un jour, ils ont pu s'offrir un silo métallique hermétique pour y conserver leur grain.



Cette nouvelle technologie leur a permis de réduire presque totalement la perte après-récolte. Les Benítez disposent maintenant de 200 kg de maïs de plus par année qu'ils choisissent de vendre lorsque les prix sont les plus rémunérateurs. Ce gain additionnel leur a permis d'investir dans l'éducation de leurs enfants et de mieux faire face aux frais de santé. De plus, ils ont acheté un quatrième cochon qu'ils appellent leur « roue de secours », car ils pourront le revendre en cas de situation difficile.

Au niveau mondial, les pertes après récolte sont un des facteurs qui minent l'économie rurale des régions pauvres. En 1975, les Nations Unies adoptent une résolution visant à diminuer de moitié les pertes après récolte. Cependant, aujourd'hui encore, dans les campagnes où l'agriculture de subsistance est la principale activité de la population, la plupart des paysans conservent leurs récoltes de manière traditionnelle, soit dans des sacs, des coffres, des tonneaux ou des claies en bois, des jarres, des paillotes, ou des silos en terre. Malgré un aspect extérieur parfois très pittoresque -on se rappelle les greniers Dogon avec leurs magnifiques portes en bois sculptées- ces contenants sont souvent trop peu efficaces pour résister aux ravageurs et aux moisissures. La perte subie lors de la conservation des récoltes peut, selon le type d'aliment, le climat, le mode de séchage et la méthode de stockage, varier entre 10 et 50%, une quantité considérable qui met en péril l'économie fami-

liale et la sécurité alimentaire jusqu'à la prochaine récolte. Pour éviter ces pertes, les petits paysans vendent généralement une grande partie de leur production juste après la récolte, c'est-à-dire au moment où le marché est submergé et les prix au plus bas de l'année. Lorsque plus tard le stock familial est épuisé, ils sont contraints de racheter de la nourriture à un prix plus élevé. Cette stratégie fréquemment suivie par les communautés les plus pauvres, permet aux familles paysannes de tout juste survivre, mais ne leur laisse aucune possibilité de développement ni d'amélioration durable de leur condition de vie.

Au début des années 1980, la DDC a initié en Amérique centrale un programme pour optimiser les méthodes de conservation après récolte du maïs, l'aliment de base des familles rurales qui sert entre autres à la fabrication des « tortillas ». Le programme Postcosecha (« après-récolte » en espagnol) s'est d'abord concentré sur l'amélioration des structures de stockage existantes (claies et caissettes en bois, silos en tôle), puis sur la mise au point et la promotion d'un nouveau silo métallique complètement hermétique, qui, s'il est utilisé correctement, réduit la perte après-récolte à zéro.

Pour assurer une adoption efficace de cette technologie, le programme Postcosecha met l'accent sur l'importance de suivre avec rigueur différentes étapes qui commencent par l'acceptation de la nouveauté par la population. En effet, si les paysans déplorent d'importantes pertes après la récolte, ils se résignent facilement et l'acceptent avec une certaine fatalité. Il s'agit donc de les

Le silo est construit avec une tôle galvanisée particulière. Capacités disponibles : 70 à 1350 kg ; prix : 12 à 63 US\$ en fonction de la taille. Pour une conservation efficace le silo doit être complètement hermétique et la récolte traitée avec un insecticide en comprimés.

« Réduire les pertes après récolte représente pour les paysans une marge de manœuvre accrue, soit une meilleure sécurité alimentaire et qualité de vie. »

motiver à refuser cette situation et à la changer. La meilleure méthode reste toujours le bouche-à-oreille, néanmoins d'autres activités, telles que le théâtre, les témoignages et autres formes de présentations publiques attractives facilitent l'introduction de la nouvelle technologie. Une condition majeure de succès et de durabilité est la fabrication locale du silo par des personnes de la communauté ayant suivi une formation de qualité pour devenir des experts de cette technique et des conseillers de proximité. Le programme Postcosecha offre aussi des formations en gestion afin de soutenir les petites entreprises qui se lancent dans la fabrication de silos et autres objets usuels en métal.

Postcosecha a permis aux paysans centraméricains de pouvoir disposer assez facilement de semences pour l'année suivante.

La réplication internationale de cette technologie continue de faire partie des objectifs de la DDC. Justifiée par l'intérêt de la mettre à disposition là où des problématiques similaires existent, la technologie de Postcosecha est déjà entrée dans plusieurs pays. Ainsi à Cuba, en République Dominicaine, en Haïti et au Paraguay, des paysans ont



1. Nicaragua : structure de stockage traditionnelle améliorée (pilotes surmontés de pierres) pour la conservation du maïs.

2. Souvent ce sont des paysans qui profitent des périodes de faible activité agricole pour compléter leur revenu en fabriquant quelques silos. La formation d'apprentis-ferblantiers comprend également d'autres objets, tels que cheminées, arrosoirs, pelles, bidons, entonnoirs.

3. Les femmes jouent un rôle important dans le contrôle de qualité et de quantité des grains conservés. Elles sont aussi de plus en plus nombreuses à participer aux formations pour devenir constructrices de silos.

4. Campagne de promotion pour le silo métallique en République Dominicaine.



En Amérique centrale, environ 400'000 familles utilisent un silo grâce auquel leur condition de vie s'est améliorée significativement. Aujourd'hui près de 30% des producteurs de grains en possèdent un ; le maximum de couverture a été atteint au Honduras avec 45% des paysans. Au niveau régional, on estime à 32'000 tonnes la quantité de grains préservée de la perte, ce qui correspond à une valeur moyenne par an de 8 millions de US\$.

Lors des dégâts causés par l'ouragan Mitch, la quantité de grains emmagasinés dans les silos

adopté le silo. Récemment, les premiers pas ont été faits en Afrique australe, afin d'évaluer le potentiel pour contribuer à la sécurité alimentaire tout au long du corridor du maïs, soit depuis le Kenya jusqu'en Afrique du Sud.

Programme Postcosecha en Amérique centrale : www.inta.gob.ni/informacion_postcosecha

Programme Postcosecha de Helvetas en République Dominicaine : www.helvetas.org.do/postcosecha.html

Programme Postcosecha à Cuba : www.cosude.cu



L'élevage – une pièce maîtresse du puzzle de la sécurité alimentaire

600 millions d'éleveurs sédentaires et nomades produisent des aliments de haute valeur nutritive. L'accès difficile aux services et aux marchés, la compétition commerciale, les revers climatiques, la dégradation des pâturages et les obstacles juridiques handicapent leurs activités.

Mongolie : gestion des pâturages pour la conquête de l'or vert

La sécurité alimentaire de la Mongolie est remise en question par une gestion inappropriée des ressources naturelles. Ce problème est accentué par une réduction de la pluviométrie et une augmentation des températures. Le surpâturage, la déforestation et les activités d'exploitation minière non contrôlées contribuent à la destruction du couvert végétal, entraînant la dégradation des sols et la désertification.

La Mongolie a connu dans les années 90 un important exode urbain. Suite à la chute du régime communiste et à la fermeture de nombreuses industries étatiques, un grand nombre de familles ont été contraintes de quitter la ville pour gagner leur vie ailleurs, par exemple en tant que pasteurs nomades nouvellement propriétaires de troupeaux privatisés.

Ainsi, entre 1986 et 2006, le nombre de bergers a triplé alors que le cheptel n'a augmenté que d'un tiers. La taille des troupeaux, composés de moutons (43%), de chèvres (44%), de chevaux (6%), bovins (6%) et chameaux (1%) a par conséquent sensiblement diminué. Les rotations, qui, selon des règles traditionnelles, garantissaient jadis une répartition du cheptel selon la capacité de charge des pâturages, ne sont aujourd'hui guère respectées. Les éleveurs qui possèdent de petits troupeaux, installent fréquemment leur camp près des

agglomérations et des points d'eau. Ils ont ainsi un accès facilité au marché et aux services tels que écoles, centres de santé et peuvent exercer en parallèle d'autres activités génératrices de revenus. Ces familles « semi-sédentarisées », ne bougeant plus que rarement et uniquement sur un espace réduit, entraînent une surexploitation et une dégradation des pâturages de proximité, alors que les zones de pâture éloignées restent sous-utilisées et retournent en friche.

Pour assurer son minimum existentiel, une famille moyenne a besoin d'un troupeau d'environ 100 têtes de bétail. Pour lui permettre d'atteindre un niveau de vie compatible avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (alimentation, éducation et santé), il lui en faudrait 200 ce qui n'est actuellement le cas que pour 20% des familles éleveurs. Une enquête menée auprès des pasteurs mongoles montre clairement une volonté d'augmenter leur cheptel, cependant, un accroissement accentue les risques de surpâturage et de dégradation des surfaces.

Le « Green Gold program », financé et mis en œuvre par la DDC, vise l'amélioration de la gestion des pâturages. Il conseille le gouvernement sur les aspects fonciers et appuie les pasteurs dans la réhabilitation et la gestion durables des pâturages.

Sikkim - Inde : la production laitière - charnière entre culture et élevage

L'association de l'élevage et de l'agriculture procure aux familles paysannes de multiples avantages. La diversification des activités au niveau des exploitations permet de répartir les risques et apporte aux ménages une sécurité supplémentaire sur le plan alimentaire. De plus, l'association culture et élevage ferme les cycles de biomasse et de nutriments au niveau des

Nomadisme en Mongolie : gestion et valorisation durables des pâturages sont mises en question par le mode de vie moderne. Trouver des formes d'organisation sociale compatibles avec le nomadisme constitue un grand défi pour les acteurs politiques.



exploitations et favorise ainsi le maintien de la fertilité des sols. Les protéines animales et les lipides complètent le régime alimentaire et la vente de produits d'élevage assure des recettes monétaires régulières.

La superficie des exploitations des paysans du Sikkim, état indien situé dans l'Himalaya entre le Népal et le Bhoutan, ne dépasse guère deux hectares. Riz, maïs, légumes et fruits sont les principales cultures de subsistance, auxquelles s'ajoutent la cardamome et le gingembre comme cultures de rente.

Ces activités agricoles sont étroitement liées avec l'élevage. La plupart des ménages disposent de deux ou trois vaches qui pâturent aux alentours des villages et sur les champs moissonnés. Les résidus de récoltes tels que paille, son de riz, tiges de maïs, constituent un complément de fourrage. Le bétail est mis en stabulation durant la nuit pour collecter le fumier qui sera ensuite épandu sur les champs, les jardins et les vergers.

Une vache produit en moyenne 600 litres en période de lactation (environ 240 jours). La mise en place de coopératives laitières par l'état



« Accompli dans le seul but du profit, l'élevage est destructeur pour l'homme et son environnement. Accompli avec passion et sensibilité, il fournit des aliments de haute valeur nutritive et contribue à maintenir l'équilibre naturel. »

indien, a motivé les paysans à acquérir du bétail supplémentaire. Mais, par manque d'organisation et de soutien technique, de nombreuses coopératives n'ont pas réussi à tenir leur promesses d'écouler la production de lait et du fait que les producteurs vivent loin des grands marchés et qu'ils ne maîtrisent pas les techniques de transformation et de conservation du lait, une partie importante de la production laitière se perdait régulièrement.

Dans le but de valoriser cette production excédentaire, le Indo Swiss Project Sikkim (1993 – 2005) financé par la DDC et mis en œuvre par Intercooperation a appuyé les producteurs dans la mise en place et la gestion d'une fromagerie. Les grands défis du projet étaient l'amélioration des conditions d'hygiène au niveau des exploitations, l'organisation de la collecte du lait, la mise en place de six coopératives regroupant quelques 600 producteurs de lait, l'installation de la fromagerie, la formation du personnel et le marketing des produits dans les grands centres urbains.

Les recettes provenant de la vente de lait sont en moyenne de 16 à 25 US\$ par mois et par famille et représentent une part substantielle du budget familial. La fromagerie dispose d'une capacité de production de 400 kg de fromage par jour. Elle est associée à la plus grande coopérative laitière de l'Inde qui offre un suivi technique, une gestion professionnelle et assure un accès fiable aux marchés des grandes villes. Le projet a contribué à renforcer le système de production, à sécuriser les revenus monétaires provenant de la vente de lait et à améliorer l'approvisionnement des consommateurs urbains avec des produits alimentaires de haute qualité.

La DDC en Mongolie : www.sdc.mn

Indo-Swiss Project Sikkim :
www.intercooperation.ch/offers/download/ic-india

1. Après le départ des grandes entreprises d'exploitation minière, des individus investissent le site dans l'espoir de gratter encore de quoi arrondir les fins de mois.
2. La valorisation des produits laitiers renforce l'association de l'agriculture avec l'élevage, rend les stratégies des ménages plus solides et apporte une alimentation plus variée et équilibrée.

Des filières agricoles performantes – clé de l’approvisionnement alimentaire

Les incitations du marché motivent les producteurs, commerçants, transporteurs et entreprises de services et de transformation à organiser des filières performantes. Celles-ci apportent non seulement des plus-values aux producteurs et aux intermédiaires, mais elles assurent aussi un approvisionnement en quantité et qualité suffisantes pour les consommateurs urbains.



Le bon stockage est indispensable pour l’obtention d’un produit de qualité. Séchage d’épis de maïs avant le conditionnement en farine. Commune de Cao Son, Vietnam.

Le Vietnam avec une superficie de 3312114 km² compte 84 mio. d’habitants, dont un quart vit dans des agglomérations urbaines. Depuis la fin des années 80, le collectivisme a été aboli et le pays est progressivement sorti de l’isolement politique et économique ; il enregistre actuellement une forte croissance économique. Le PIB par habitant dépasse 2700 US\$ et le pouvoir d’achat de la population urbaine indique une forte progression. Cette situation entraîne une rapide augmentation de la demande d’aliments sur les marchés.

Par ailleurs, les disparités entre les populations urbaines et rurales s’agrandissent. Bien que le nombre de personnes sous-alimentées ait fortement diminué, passant de 31% en 1990 à 17% en 2003, les populations rurales, des régions de montagne notamment, continuent pour la plupart de vivre d’une agriculture de subsistance dans des conditions difficiles. Les sols sont souvent peu fertiles et les terres cultivables sont restreintes, se limitant en moyenne à 500m² par habitant. Environ 17% des ménages sont considérés comme pauvres, disposant d’un revenu journalier inférieur à 1 US\$. Riz, maïs et arachides sont les cultures principales, auxquelles s’ajoutent l’élevage, notamment de bovins et de cochons ainsi que la collecte de produits non ligneux provenant des forêts.

Suite aux graves crises alimentaires dans les années 80, le gouvernement a adopté une orientation de la production agricole qui s’aligne sur les demandes du marché. Le Small-scale Agro-enterprise Development in Uplands (SADU) soutenu par la DDC a entrepris de faire profiter les producteurs agricoles de cette nouvelle dynamique. Ce programme mis en œuvre par le CIAT¹ et le Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural, élabore les approches et forme des agents spécialisés en développement de filières et d’entreprises agricoles. Ceux-ci appuient les communautés dans l’évaluation des ressources naturelles, humaines et financières disponibles et des opportunités de marché qui se présentent. Sur cette base, ils sélectionnent des produits potentiellement intéressants et évaluent les possibilités de développer des filières qui permettront de générer des revenus additionnels grâce à la transformation en produits semi-finis ou finis. Tous les acteurs impliqués dans la production, la transformation et la commercialisation sont invités à participer dans cette réflexion. Les options prometteuses sont validées par des études de marché.

Après la définition de standards de qualité, les parties s’investissent chacune dans son domaine pour adapter leurs activités aux nouvelles exigences. Un comité de gestion est chargé du monitoring et du pilotage, afin de répondre aux évolutions du marché.

Ainsi, des filières de produits d’élevage, de kakis, manioc ou de maïs sont mises en place. La filière du maïs, par exemple, est considérée comme particulièrement prometteuse pour substituer les importations qui s’élèvent annuellement à 3 millions de tonnes de grains. Stimulés par

les demandes croissantes et les prix attractifs, les producteurs investissent dans de nouvelles techniques qui contribuent à une augmentation de la production et une croissance de leurs revenus de l'ordre de 30%. En outre, de nouveaux emplois dans les domaines de l'artisanat et des services vétérinaires ou agricoles sont en train d'apparaître. La mise en place de filières contribue non seulement à sécuriser sur le plan alimentaire les ménages impliqués, mais garantit en terme de quantité et de qualité un meilleur approvisionnement des populations urbaines.

«Nourrir une population croissante avec un nombre décroissant d'exploitations agricoles exige le développement de filières de production et de commercialisation.»



1. Les femmes épluchent les tubercules de manioc et les coupent en fines tranches. Après séchage au soleil (à l'arrière fond), les rondelles sont transformées en chips. Commune de Cu Kty, Vietnam.

2. Un artisan, des conseillers agricoles et des commerçants examinent avec satisfaction la nouvelle machine à couper les tubercules de manioc. La machine tranche des rondelles fines et régulières, ce qui permet d'accélérer le processus de séchage. Le travail avance ainsi plus vite, le danger d'accident est réduit et la qualité du produit est meilleure. Ville de Luoi, Vietnam.



3. Les kakis sont cueillis et livrés aux commerçants, qui se chargent ensuite d'accélérer le processus de maturation en polissant et piquant les fruits avant de les mettre sur les étalages.

4. Récolte et préparation de cornichons pour le transport. Agropyme, Honduras.

Au Honduras, un pays aux ressources naturelles généreuses, le projet AGROPYME, mis en œuvre par Swisscontact, a démarré en 2001. Ce projet a mis l'accent sur le développement de filières de légumes et de fruits. La substitution des importations pour l'approvisionnement des supermarchés de la capitale est un des objectifs d'AGROPYME. Mais aussi le soutien à des productions intéressant des marchés étrangers, comme les melons et pastèques vers les Etats-Unis et l'Europe qui a réuni deux exportateurs et trente producteurs dans une nouvelle association. Des groupes féminins ont aussi bénéficié d'appui pour la transformation et distribution de chips de bananes, ce qui a assuré de nouveaux revenus en satisfaisant une importante demande locale.

Le programme SADU travaille actuellement dans 6 districts au Vietnam et 5 districts de la RDP de Lao.

www.saduproject.org.

www.ciat.cgiar.org/asia/agroenterprises.htm#sadu

AGROPYME :

www.cosude.org.ni chercher sous sector puis fomento empresarial.

www.swisscontact.org.sv/agropyme.htm

¹ Centre International de l'Agriculture Tropicale



La formation – pilier d’une nouvelle économie rurale

Globalement la compétition et les interdépendances entre acteurs économiques ne cessent de s’accroître. Face à cette réalité, les populations rurales ayant généralement un faible niveau d’information et de formation sont souvent les perdantes, également sur le plan de leur sécurité alimentaire. Au Sénégal, la DDC contribue à la mise en œuvre de la stratégie de Formation Agricole et Rurale (FAR) orientée vers une nouvelle vision de l’agriculture basée sur la modernisation de l’exploitation familiale.

L’alternance politique intervenue pour la première fois au Sénégal en 2000 depuis l’indépendance, avait semblé ouvrir une période très favorable pour la société civile, celle des ruraux en particulier. Les réductions de la dette publique et une reprise de l’aide publique au développement ont encouragé l’Etat à mener une politique plus dynamique et plus audacieuse sortant du strict cadre de l’ajustement structurel. Ainsi, il a repris progressivement les subventions à l’agriculture et augmenté fortement les disponibilités en crédits pour les équipements et intrants agricoles. Par ailleurs, tous les grands projets concernant le monde rural conçus avant l’alternance sont mis en œuvre : PSAOP¹, PNIR², AFDS³, PDEF⁴, etc. Un programme important de création de centres de formation polyvalents de producteurs, dans chacun des 33 départements administratifs, a été mis en exécution.

Malheureusement, ces éléments encourageants sont atténués par un contexte macroéconomique défavorable, l’absence d’une politique agricole globale, cohérente et compréhensible et une production agricole confrontée à des contraintes climatiques persistantes. Sur le plan de la

production agricole, les performances de certaines filières, comme l’arachide, ont stagné et même régressé. L’écart entre la production et les besoins se creuse d’autant plus vite que la population croît au rythme de 2,7% par an avec un taux d’urbanisation de 45%. Malgré le rôle qu’il joue en termes d’emplois (77% de la population active), le secteur primaire contribue très modestement au PIB (18,5% en 2000, 17% en 2002) du fait de la faible productivité des systèmes de production agricole tributaires des difficultés climatiques (pluviométrie aléatoire, dégradation des sols). La production agricole couvre en effet à peine 50% des besoins alimentaires de base.

Le secteur agricole possède malgré ces contreperformances, un potentiel de relance élevé et reste un secteur stratégique qui emploie plus de la moitié de la population sénégalaise. Le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté en fait une priorité. Dans cette perspective, il est très important de soutenir le développement d’un capital humain capable de surmonter les différentes contraintes à la relance de l’économie agricole et rurale.

Depuis la fin des années 70, la DDC est significativement présente dans le domaine de la formation rurale. Elle a longtemps soutenu les écoles de l’Etat sénégalais de formation des techniciens agricoles et forestiers. En 1998, prenant la mesure de l’inadéquation de ce système par rapport aux besoins réels des ruraux et des difficultés de l’Etat à le maintenir durablement, elle a soutenu un large processus de réflexion et de consultation qui a abouti à l’élaboration d’une nouvelle Stratégie Nationale de Formation

« ...le rapport direct entre niveau d’alphabétisation des jeunes et sécurité alimentaire est évident... ! »
(Ministre de l’agriculture du Sénégal)



Agricole et Rurale (SN-FAR). Celle-ci propose une vision prospective de l'agriculture sénégalaise basée sur une modernisation de l'exploitation familiale et sur le soutien à l'émergence d'une nouvelle économie rurale.

Depuis, 1999, le « Programme d'appui au renforcement des capacités des acteurs du monde rural » financé par la DDC et mis en œuvre avec des organisations gouvernementales, non gouvernementales et des services privés, vise l'amélioration de l'alphabétisation, de l'éducation de base et de la formation professionnelle des ruraux. En outre il contribue également à l'articulation des formations de base avec les niveaux secondaire et supérieur ainsi qu'à la régularisation des institutions de formation agricoles et rurales.

Ce programme vient en appui à l'action de l'État qui, en créant récemment le Bureau de la Formation Professionnelle Agricole, a marqué sa volonté d'aller de l'avant. Il soutient également les organisations professionnelles et paysannes au niveau local et national dans leur capacité à être des interlocuteurs reconnus et pro-actifs des institutions. Depuis 2005, une attention accrue est accordée aux collectivités locales et régionales.



« Si tu me donnes du riz j'ai le ventre bien rempli – si tu me donnes des cours j'ai à manger pour toujours. »

(Recueilli dans une école malienne)

« Le soir, après le travail dans les champs, j'ai participé au cours d'alphabétisation. Nous avons appris à lire, à écrire et à calculer. Maintenant je peux manipuler la balance et la calculatrice, et répondre aux messages qui nous sont envoyés par la commune ou bien les frères et sœurs qui vivent ailleurs. Avec 20 autres femmes du village, nous avons formé une association pour cultiver du riz. Avec une partie des recettes, nous avons créé une caisse de petits crédits..... J'ai été élue comme secrétaire et trésorière de cette association ».

Paysanne de 24 ans, Dabo, Sénégal

Situé au centre des enjeux que doit affronter le monde rural – (1) la promotion et la modernisation de l'exploitation familiale ; (2) le développement des activités non agricoles ; (3) la gestion des ressources naturelles, (4) l'amélioration de la compétitivité des économies locales (5), l'amélioration des conditions économiques et sociales des populations – ce programme contribue aussi à l'émergence de futurs leaders capables de formuler des positions et des propositions de négociation avec l'État.



Réseau Formation Fleuve (RESOF) : www.senswiss-far.org/part.html

Modernisation du monde rural : Adapter la formation aux nouvelles exigences agricoles www.cncr.org/IMG/pdf/189.pdf

Formation agricole et rurale, quelques exemples d'appui : www.agropolis.fr/formation/pdf/atelier_ouagadougou/mbaye_a.pdf

Formation agricole et rurale (FAR) : www.senswiss-far.org/index.html

1. « ...sans formation professionnelle des paysans et des formateurs, l'intensification des exploitations familiales et l'organisation du milieu rural sont vouées à l'échec. » (Ministre de l'agriculture du Sénégal)

2. Le passage d'une agriculture de subsistance à une production orientée à la demande du marché exige non seulement l'acquisition de nouvelles connaissances, mais implique également des changements radicaux au niveau de toute la société.

¹ Programme des Services Agricoles et Appui aux Organisations de Producteurs. Ce programme intéresse la coopération suisse qui a été impliquée dans sa conception et la mise en œuvre de la phase test à travers l'appui au CNCR et aux Cadres Locaux de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP).

² Programme National d'Infrastructures Rurales

³ Agence du Fonds pour le Développement Social

⁴ Programme Décennal pour l'Éducation et la Formation



Des politiques qui négligent le potentiel de production paysan

La sécurité alimentaire du Burkina Faso n'est pas acquise. Le pays demeure un des plus pauvres de la planète et importe annuellement pour 78 millions de US\$ de céréales, soit environ 250'000 tonnes au total de riz, blé et maïs. Cependant, le gouvernement et les institutions financières internationales ne sont attentifs qu'au coton et à son cours sur le marché international ; le coton est le seul produit pour lequel il existe une politique nationale et des instruments de soutien à la production. Le coton représente le principal revenu de l'Etat, mais ce sont les ventes de produits alimentaires qui représentent le 80% du revenu paysan.



Un groupement de femmes gère le moulin à céréales du village.

C'est un des constats d'une large enquête menée par des chercheurs suisses et burkinabés auprès de 540 exploitations agricoles pendant 4 ans dans le cadre du projet de recherche TASIM-AO (transition de l'auto-subsistance vers l'agriculture marchande en Afrique de l'Ouest). Ce projet voulait savoir si les agriculteurs sont sensibles aux signaux du marché, s'ils pourraient produire et commercialiser plus de vivres et si les politiques agro-industrielles et les marchés vivriers y sont favorables.

Le marché alimentaire de Ouagadougou représente un pouvoir d'achat d'environ 390 millions de US\$ par an. S'il était destiné à rétribuer les agriculteurs du pays, il permettrait une vraie amélioration des conditions de vie des ruraux. Par ailleurs, une grande partie des agriculteurs burkinabés commercialisent leurs excédents céréaliers. Le projet TASIM-AO a établi une analyse des ventes de céréales (mil, sorgho),

légumineuses (niébé) et oléagineuses (sésame, soja) de 180 exploitations agricoles familiales (EAF) dans chacune des trois régions de Dédougou, Fada N'Gourma et Kaya (voir graphique page suivante). Celle-ci montre une très forte différenciation entre les exploitations. Les 25% d'EAF qui vendent le moins (Q1) commercialisent en moyenne environ 200 kg de grains par an pour un montant de 46 US\$. Ces EAF sont souvent déficitaires et les familles souffrent de la faim si elles n'ont pas de revenus annexes. Les 25% d'EAF qui vendent le plus (Q4) commercialisent entre 3,5 et 5,5 tonnes (1090 à 1915 US\$) – soit 20 à 40 fois plus que les EAF du 1er groupe. Le 10% des EAF (D10) qui vendent le plus de grains vendent en moyenne 4,8 à 8 tonnes et assurent à elles seules le 40% des ventes totales. Entre ces deux extrêmes, on trouve deux groupes commercialisant pour 131 à 170 US\$ par an et 370 à 525 US\$ par an, respectivement. Ceci a conduit à la conclusion que si 50% des EAF sont encore des exploitations d'auto-subsistance, les autres sont déjà passées à une autosubsistance marchande, c'est-à-dire qu'elles dépendent du marché vivrier pour une part significative de leur revenu monétaire.

Un gros potentiel existe donc

C'est l'absence de bœufs et d'équipement de traction animale qui limite le plus la production. Mais pour les EAF qui en ont, ce sont les mauvais prix d'un marché trop vite saturé. Dans le premier cas, un système de crédits d'investissement en faveur de l'équipement agricole pour-

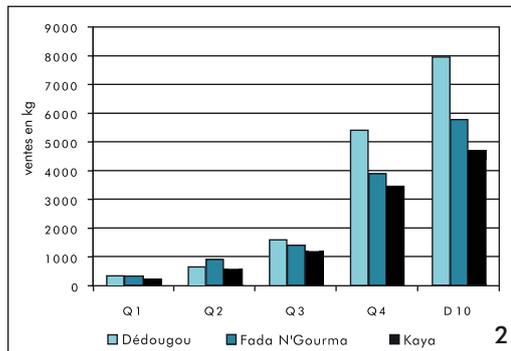
« Les exploitations agricoles familiales de la zone soudano-sahélienne pourraient produire et commercialiser beaucoup plus d'aliments si les politiques nationales les y encourageaient. »

rait lever la contrainte. Dans la zone cotonnière de Dédougou, les EAF sont en grande majorité équipées, car bénéficiaires des crédits d'investissement de la filière coton, qui connaît un prix fixé et un marché organisé. De ce fait, les cotonculteurs de Dédougou sont aussi les plus gros fournisseurs de céréales ! Dans le deuxième cas, c'est l'organisation des filières commerciales et la garantie d'un prix minimal aux producteurs qui stimulerait la production. En effet, on a observé qu'en bonne année agricole, les prix chutent à moins de 8,5 US\$ les 100 kg de céréales, ce qui décourage l'effort de production des paysans de tous les groupes. On en conclut qu'en organisant les filières vivrières, on pourrait faire bénéficier le 80% des EAF d'un crédit d'équipement et faire ainsi « exploser » la production alimentaire. Survient alors un autre impératif : assurer l'écoulement des céréales locales.

Certains paysans seraient déjà en mesure de produire plus : ils ont de l'épargne sous forme de gros bétail qu'ils pourraient investir, au moins partiellement. Mais ils ne le font pas, car il craignent de ne pouvoir écouler leurs produits en concurrence directe avec les céréales importées. En 2001 et 2002, des récoltes céréalières record n'ont pas empêché les importations de maïs et de riz d'atteindre des volumes histori-

quement à toute augmentation de la demande de mil ou de sorgho et de ce fait disqualifie tout début de transformation alimentaire d'échelle industrielle (qui absorberait aussi quelques chômeurs urbains !). Une habitude qui assure une véritable rente à une classe urbaine commerçante (et riche !) vivant d'importations. Une habitude enfin qui empêche de mobiliser le pouvoir d'achat urbain en faveur de la diminution de la pauvreté qui est à trois quarts paysanne. C'est bien dommage !

Il existe cependant des solutions. L'introduction d'une taxe variable à l'importation de céréales et produits dérivés. Cette protection modérée de la production agricole nationale face à un marché mondial subventionné ne coûterait rien à l'Etat ni aux consommateurs et réduirait la facture d'importation. Seuls les importateurs de céréales, de farines et de pâtes alimentaires en souffriraient en subissant une baisse de revenus. Il faut croire que leur souffrance compte davantage que celle des paysans.



1. Vendeuses de graines alimentaires au marché de Dédougou.
2. Analyse des ventes de céréales, légumineuses et oléagineuses de 180 exploitations agricoles familiales dans les 3 régions de Dédougou, Fada N'Gourma et Kaya.

ques. Les greniers des paysans débordaient pendant que des vivres en provenance d'EU, d'Asie et des USA affluaient à Ouagadougou. A prix égaux, le riz importé se vendait mieux que le riz local, parce que plus blanc, mais surtout parce que la marge réalisée par les commerçants était supérieure. En ville, la consommation de pain blanc, de riz blanc et de pâtes alimentaires est devenue une habitude qui touche toutes les classes sociales. Une habitude qui s'oppose farou-

La TASIM-AO fut mené de 2001 à 2005 par la HESA en collaboration avec le CEDRES (Université de Ouagadougou) et cofinancé à 55% par la DDC.
www.shl.bfh.ch : taper « tasim-ao » dans la rubrique recherche rapide.

Voir aussi l'article dans La Revue Durable n°20
www.larevuedurable.com



Les approches et les instruments de la coopération multilatérale pour lutter contre la faim



Lors de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies de septembre 2000, les dirigeants politiques du monde entier ont fixé un ensemble d'objectifs pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes, appelés Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le premier de ces objectifs concerne la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. La Déclaration du Millénaire elle-même prévoit également une vaste gamme d'engagements dans des domaines comme les droits de l'homme, la bonne gouvernance et la démocratie. A partir de la Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey (Mexique, 2002), les dirigeants des pays développés et des pays en développement ont commencé à allouer des ressources et à prendre des mesures concrètes en vue d'une réforme soutenue des systèmes politique et économique des pays en développement, dans le but de réaliser les différents engagements formulés dans la Déclaration du Millénaire pour le développement.

En novembre 2004, les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont adopté les « Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du Droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ».

Afin d'identifier des pistes et des solutions, en 2002, le Secrétaire général des Nations Unies a mandaté un groupe de travail spécial sur la faim dans le cadre du Projet du Millénaire, avec l'objectif de développer une stratégie globale pour réduire de moitié la faim d'ici à 2015. Les sept recommandations du rapport¹ de ce groupe de travail concernent l'augmentation de la productivité, la nutrition, la création de revenus pour les pauvres et une meilleure utilisation des ressources naturelles. Elles mettent aussi l'accent sur une nécessaire réforme des politiques et la création d'un environnement propice à la réduction de la faim invitant à une totale libéralisation des marchés agricoles, une approche à laquelle adhèrent la Banque Mondiale et l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)² qui a publié sa vision 2020 et des

projections 2050. L'IFPRI, fondé en 1975 dans le but d'identifier et d'analyser les politiques appropriées pour couvrir les besoins alimentaires des pays en développement, concentre ses activités de recherche sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, en vue de soutenir l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et la gestion durable des ressources naturelles qui sont la base de l'agriculture.

Lors du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, en 2002, les délégations reconnaissaient « l'urgente nécessité d'intensifier les efforts de tous les partenaires concernés afin de réaliser les objectifs du Sommet de 1996 »³ et lançaient l'idée de créer une Alliance internationale contre la faim. Dans l'esprit de la Déclaration du Millénaire, la FAO se concentre sur la réduction de la pauvreté et de la faim par une action désormais « sur deux fronts » : d'une part, pour améliorer la productivité agricole et promouvoir de meilleures pratiques nutritionnelles à tous les niveaux ; d'autre part, pour promouvoir des programmes renforçant l'accès direct et immédiat des plus nécessiteux à l'alimentation. Par ailleurs, dans son rapport annuel sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, la FAO met l'accent sur l'une ou l'autre des dimensions relatives à l'alimentation et le déficit d'action internationale dans ce domaine. Le rapport 2004 a mis le doigt sur les coûts engendrés par l'absence d'interventions immédiates et vigoureuses pour réduire la faim – des coûts qui sont beaucoup trop élevés par rapport au coût des interventions qui pourraient faire reculer la faim de manière sensible. Quant au rapport 2005, il se focalise sur l'importance critique de la réduction de la faim pour l'atteinte de tous les OMD.

La Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après insistait aussi sur la nécessité de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et invitait « le Conseil de la FAO à créer un groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un ensemble de directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du Droit à une

¹ *Halving hunger : it can be done* : www.unmillenniumproject.org/reports/reports2.htm

² www.ifpri.org

³ Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale. *Alliance Internationale contre la faim*. FAO, trente et unième session, 23 – 26 Mai 2005, Rome, Italie.

« Dans la lutte entre le fort et le faible, la liberté opprime et la loi libère. »

(inspiré par Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, 1762)

Alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ».

Le Droit à l'Alimentation a été formellement reconnu comme l'un des droits universels des êtres humains par les Nations Unies dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948. Près de vingt ans plus tard, le Pacte international relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par 152 Etats, a rendu le Droit à l'Alimentation juridiquement contraignant pour ses signataires. Le Rapporteur spécial des Nations Unies, Jean Ziegler⁴, utilise la définition pratique suivante : « Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne. » Les 19 directives volontaires adoptées en 2004 font référence à des aspects politiques et économiques prépondérants, mais concernent aussi l'accès aux ressources productives, la sécurité sanitaire des aliments, la nutrition, l'éducation, les catastrophes naturelles et anthropiques ainsi que l'aide aux individus qui ne peuvent subvenir à leurs besoins⁵.

Issue de la CNUED en 1992, la Convention sur la diversité biologique concerne les gènes, les espèces et les écosystèmes, et représente le premier accord international qui embrasse tous les domaines de la diversité biologique. Le lien entre cette convention et la sécurité alimentaire est incarné par le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ITPGR)⁶ qui a été adopté en 2001 et est entré en vigueur le 29 juin 2004. Ce traité, juridiquement contraignant, vise toutes les ressources phytogénétiques utiles à l'alimentation et à l'agriculture en les définissant comme « le matériel génétique d'origine végétale ayant une valeur effective ou potentielle pour l'alimentation et l'agriculture ». Il a pour but d'assurer le maintien de la disponibilité des ressources phytogénétiques dont les pays auront besoin pour nourrir leur population (voir aussi le chapitre intitulé « Les gardiens de la biodiversité agricole mondiale » en page 16-17).

Sur le front de la lutte contre la pauvreté, le FMI et la Banque Mondiale ont incité les pays pauvres endettés à mettre au point des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP). Dans les SRP, il a été constaté que les efforts pour la réduction de la sous-alimentation des segments les plus pauvres ne sont pas explicites. Au mieux, les SRP mentionnent la nécessité d'augmenter la compétitivité nationale sur des marchés internationaux libéralisés, également afin de permettre un accroissement des importations alimentaires. On voit que cette position est cohérente, avec d'une part le maintien des subventions agricoles dans les pays riches et d'autre part la multiplication des mécanismes d'assistance humanitaire pour nourrir les personnes sous-alimentées.

Les critiques concernant l'efficacité des instruments et des processus en cours dans le but d'éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde sont nombreuses. Dans une série de communiqués, l'ONG Oxfam n'a cessé de dénoncer et critiquer ouvertement « l'hypocrisie du système d'aide internationale au détriment des plus pauvres ». Depuis plusieurs années, les ONG dans le nord comme dans le sud se mobilisent autour des conséquences des négociations agricoles, qui ont cours dans le cadre de l'OMC sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Dans l'introduction, nous avons mentionné le collectif Via Campesina et l'approche alternative de souveraineté alimentaire. Les multiples recommandations issues de ce front protestataire ont été relayées récemment par un groupe de 33 pays en développement (G-33) qui ont proposé une série de 12 indicateurs permettant aux pays d'ériger en « produit spécial » tout produit agricole dont l'importation massive représenterait un danger pour l'agriculture nationale, et partant pour les revenus des producteurs locaux. La possibilité de désigner des « produits spéciaux » permet aux pays d'élever les barrières tarifaires temporairement. Cette innovation reconnaît le fait qu'un système commercial totalement libéralisé incluant l'agriculture aura des implications différentes sur la sécurité alimentaire selon que le segment le plus vulnérable de la population est composé de consommateurs ou de producteurs d'aliments.

⁴ La DDC soutient financièrement le travail du Rapporteur spécial depuis novembre 2000.

⁵ www.fao.org/righttofood

⁶ <http://www.fao.org/AG/cgrfa/itpgr.htm>



Les défis pour la sécurité alimentaire de demain



Un paysan philippin, qui vient de découvrir des pucerons sur les tiges de son riz, utilise son téléphone portable pour appeler le service agricole de sa province. Les nouvelles technologies de communication jouent un rôle de plus en plus important dans l'accès aux connaissances techniques nécessaires aux producteurs. Elles sont aussi un outil précieux pour la prévention des risques phytosanitaires à grande échelle. De plus, elles permettent d'accéder aux informations relatives aux conditions de commercialisation des récoltes, ce qui peut améliorer les performances économiques des paysans.

La sécurité alimentaire a atteint des niveaux plutôt inégaux de par le monde ; elle n'a pas augmenté de façon marquante, bien que la croissance économique ait nettement fait avancer le développement du secteur moderne dans de nombreuses économies nationales. Cette tendance plutôt décourageante est le résultat, en termes généraux, de plusieurs facteurs convergents telle la tendance évoquée plus haut à donner une priorité inadéquate à l'agriculture dans les politiques, la pauvreté qui perdure, la croissance démographique, l'insécurité quant

à la propriété foncière. A l'avenir, d'autres facteurs seront prépondérants, comme les habitudes alimentaires qui changent et requièrent des produits plus gourmands en terres – comme la viande – ou encouragent une utilisation non durable des ressources naturelles qui entraîne une baisse de la productivité et enfin une dégradation des services écosystémiques tels que les sols fertiles, l'eau potable et une faune et flore sauvages diversifiées. Les effets du réchauffement climatique s'y ajoutent et ont déjà entraîné des pénuries en eau pour les populations, la production agricole et la nature. Bien que les innovations agricoles et la science de l'agro-alimentaire aient amplement permis de faire face à la demande croissante de nourriture pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, la progression s'est stabilisée entretemps et les stocks moyens de céréales de base dans le monde ont baissé d'environ 115 jours en 2000 à 57 jours en 2005, le niveau le plus bas en 34 ans (IFPRI, 2006).

Par ailleurs, grâce au développement économique et à des progrès technologiques étonnants ces dernières années, la Chine, l'Inde ou l'Afrique du Sud ont réussi à améliorer substantielle-

ment la quantité de nourriture disponible au niveau national, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire globale (IFPRI, 2005). Les transformations rapides de ces économies depuis une structure en grande partie agraire vers plus d'industrie et de services ont conduit à un accroissement notable de la productivité alimentaire, sans requérir d'augmentation des surfaces cultivées. Un grand nombre de petits paysans ont fait une transition vers des travaux agricoles rémunérés ou des emplois non-agricoles, en partie en migrant vers les centres et les marchés. Cependant, l'agriculture industrielle n'a que partiellement compensé le manque dû à ces changements. De plus, bien des systèmes d'agriculture pluviale marginaux, qui requièrent des connaissances spécifiques, ne sont plus exploités.

Entretemps, certains grands bailleurs de fonds, des fondations pour le développement et des institutions de recherche et développement, tel le réseau CGIAR, qui avaient remarqué que l'attention portée au secteur rural s'était dégradée, ont réussi à repositionner l'agriculture dans l'agenda des politiques. La recherche se concentre peu à peu sur l'augmentation de la productivité et sur la gestion durable des ressources naturelles (sols et eau) dans les agro-écosystèmes pluviaux encore peu compris et où vivent une grande majorité des populations qui ont faim. Toutefois, le besoin d'augmenter la productivité ne signifie pas que n'importe quelle solution soit la bienvenue. Dans beaucoup de pays, une opposition publique contre la recherche agro-alimentaire se fait sentir, parce que celle-ci transgresse les frontières de la modification génétique des plantes et des animaux afin d'augmenter encore le niveau de productivité. Enfin, de nombreux pays parmi les moins développés (LDCs) ont annoncé leur engagement à renforcer le secteur rural et y investir. Mais un tel changement de système requiert du temps avant d'avoir des effets. Ces pays ont cependant ouvert la voie pour profiter des capacités d'innovation et de vulgarisation nécessaires pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire...

Selon les développements les plus récents dans le secteur de l'énergie, la demande mondiale croissante pour les biocarburants accroît la



pression sur les LDCs, qui doivent assurer en même temps sécurité alimentaire et amélioration des conditions de vie. Même les systèmes rizicoles et horticoles très productifs des régions pauvres de l'Asie et de l'Amérique latine passent sous licence d'investisseurs multinationaux et sont transformés en monocultures de canne à sucre, maïs ou soya pour la production à large échelle de bioéthanol. Le marché des États Unis à lui seul a vu sa demande en bioéthanol s'accroître de 136 mio. de tonnes supplémentaires de grain en 2007, alors que l'accroissement par an de la récolte en céréales dans le monde n'est que de 20 mio. de tonnes. Cette tendance, activement promue par les pays de l'OCDE pour des motifs ayant trait aux problèmes climatiques, a déjà fait monter les prix, alarmant ainsi les grands importateurs de céréales tels le Mexique et l'Égypte. La concurrence directe qui est en train d'émerger entre les riches, qui tentent de maintenir des niveaux de mobilité non durables et les deux milliards de personnes les plus pauvres, dont le seul désir est de survivre, pourrait perturber tous les autres efforts de progrès économique et d'intégration du marché à l'échelle mondiale.

Les tendances à long terme de croissance démographique, urbanisation et accroissement du pouvoir d'achat dans le monde indiquent que la production de nourriture devra être multipliée dans la génération à venir pour subvenir aux besoins. Cependant, même si ces objectifs de productivité sont atteints, la sécurité alimentaire des LDCs et des pauvres ne sera pas substantiellement accrue sans des prix équitables et un meilleur accès aux produits disponibles. L'accès des pauvres au marché ne suffira toutefois pas

à garantir leur accès aux produits. Dans certaines parties du Rwanda ou du Bangladesh, qui connaissent une très haute densité démographique et des possibilités de revenu non-agricoles minimales, la pénurie en terres est tellement grande que la jeune génération productive demeure sans perspective. C'est la cohésion sociale qui se trouve menacée. Seuls les acteurs ruraux les plus talentueux et chanceux réussissent de leur propre chef à récolter les fruits de l'intégration au marché. La majeure partie de la population rurale en Inde, au Niger ou en Bolivie, qui est de plus en plus déconnectée de l'autosuffisance alimentaire, continuera de dépendre de politiques gouvernementales protectionnistes pendant des années avant de devenir des concurrents à part égale sur les marchés mondiaux.

Face à ces défis et à l'issue d'une réflexion thématique, la DDC a réaffirmé l'importance de la sécurité alimentaire en mettant la priorité sur plusieurs domaines qui lui sont attachés comme celui concernant l'eau, le développement rural, l'agriculture et la gestion durable des écosystèmes. De plus la DDC envisage de renforcer ses appuis pour l'adaptation au changement climatique dans les systèmes agro-pastoraux des régions vulnérables, comme les régions arides ou de montagne. Toujours en appui aux innovations technologiques, la DDC veillera à traiter la question des biocarburants sous l'angle de l'énergie alternative décentralisée dans la perspective du soutien aux économies locales. Au plan politique, la DDC continue de soutenir la mise en œuvre du Droit à l'Alimentation en facilitant la diffusion des directives volontaires. La DDC considère qu'assurer l'alimentation de tous est un des buts majeurs à atteindre pour l'accomplissement des Objectifs du Millénaire. En effet, manger à satiété est un besoin humain fondamental et une condition préalable à toutes les autres formes de développement et de bien-être humain. Par conséquent, c'est à long terme que la DDC continuera à assigner une très haute priorité à la sécurité alimentaire.

1. La sécurité alimentaire restera encore un aspect important de l'engagement de la DDC à l'avenir. Parmi les défis à affronter il y a l'urbanisation, la croissance démographique, les habitudes de consommation qui se modifient, les changements climatiques à l'échelle globale et une demande croissante en biocarburants.

Photos

Page de couverture : A / Gudrun Schwilch / CDE ; B / Katharina Jenny / DDC

p. 4 : Toni Linder / DDC

p. 5 : 1 / Toni Linder / DDC ; 2 / Yoshiko Kusano / DDC

p. 6 : Toni Linder / DDC

p. 7 : 1 / L. Tieyan / IPGRI ; 2 / Raymond Panaligan / International Rice Research Institute (IRRI) 2006

p. 8 : Toni Linder / DDC

p. 9 : 1 / Andreas Gerrits / DDC ; 2 / Roberto Faidutti / FAO (CFU000428)

p. 10 : Toni Linder / DDC

p. 11 : 1 / Toni Linder / DDC

p. 12 : Dino Beti / DDC

p. 13 : 1 / Ernst Gabathuler / CDE ; 2 / Peter Messerli / CDE

p. 14 : Judith Schuler / WFP

p. 15 : 1 / Thomas Frey / DDC ; 2 / Jean-Luc Friedrich / UNWP Liberia

p. 16 : Mohammed Sadiki / IAV

p. 17 : 1 / Katharina Jenny / DDC ; 2 / R. Buruchara / PABRA

p. 18 : André Devaux / CIP

p. 19 : 1 / AGRUCO 2006 ; 2 / © CIP ARCHIVES ; 3 / Alice Thomann / CIP ; 4 / Cristina Fonseca / CIP

p. 20 : Aileen Del Rosario / International Rice Research Institute (IRRI)

p. 21 : 1 / International Rice Research Institute (IRRI) and International Plant Nutrition Institute (IPNI) ; 2 / Martin Gummert / IRRI

p. 22 : Philippe Alirol / DDC

p. 23 : 1 / DDC

p. 24 : Thomas Hofer / FAO (FO-5516)

p. 26 : R. Buruchara / PABRA

p. 27 : 1 / 2 / R. Buruchara / PABRA

p. 28 : DDC (Cuba)

p. 29 : 1 / DDC (Nicaragua) ; 2 / 4 / Helvetas (Dom. Rep.) ; 3 / DDC (Guatemala)

p. 30 : Barbara Schichler

p. 31 : 1 / Ulrich Lutz / DDC ; 2 / Udo Höggel / CDE

p. 32 : SADU / Vietnam

p. 33 : 1 / Tran Thi Huyen Trang ; 2 / Phan Van Quy ; 3 / Tran Manh Chien ; 4 / Swisscontact

p. 34 : Coopération Sénégal-Suisse, Bureau d'Appui

p. 35 : 1 / BFPA / Ministère de l'Agriculture ; 2 / Coopération Sénégal-Suisse, Bureau d'Appui

p. 36 : Gil Ducommun / HESA

p. 37 : 1 / Gil Ducommun / HESA

p. 38 : Ivo Balderi / © FAO

p. 40 : Raymond Panaligan / International Rice Research Institute (IRRI)

p. 41 : 1 / Hanspeter Liniger / CDE

« Maman, qu'est-ce qu'il y a à manger aujourd'hui ? »

Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Freiburgstrasse 130
3003 Berne, Suisse
E-mail : info@deza.admin.ch

www.ddc.admin.ch